

Unité-Travail-Progrès

RÉPUBLIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

CAISSE CONGOLAISE D'AMORTISSEMENT

RAPPORT ANNUEL DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

2025

Avril 2026

Table des matières

Acronymes et abréviations ..... **iii**
Liste des tableaux ..... **iv**
Liste des graphiques ..... **iv**
Synthèse des faits marquants de la gestion de la dette publique en 2025 ..... **v**
Introduction **1**
I. Traits marquants du contexte économique mondial et national **3**
1.1. Environnement économique international **3**
1.1.1. Croissance mondiale 3
1.1.2. Inflation mondiale 3
1.1.3. Cours des matières premières 3
1.1.4. Marché de changes 4
1.1.5. Conditions monétaires 4
1.2. Environnement économique national **4**
1.2.1. Croissance économique 4
1.2.2. Inflation 4
1.2.3. Finances publiques 5
1.2.4. Echanges extérieurs 5
1.2.5. Situation monétaire 5
II. Faits marquants de la gestion de la dette publique en 2025 ..... **7**
III. Chiffres clés de la dette publique **10**
3.1. Dette publique totale **10**
3.2. Dette publique extérieure **10**
3.3. Dette publique intérieure **10**
IV. Situation du portefeuille de la dette publique **12**
4.1. Situation de la dette publique **12**
4.1.1. Situation de la dette extérieure 14
4.1.1.1 Structure de la dette extérieure par type de créanciers 15
4.1.1.2 Structure de la dette extérieure par devises 15
4.1.1.3 Structure de la dette extérieure par type de taux d'intérêt 16
4.1.1.4 Structure de la dette extérieure par niveau de concessionnalité 17
4.1.2. L'Eurobond de la République du Congo : caractéristiques et dynamique de marché 17
4.1.2.1 Focus spécifique : l'Eurobond de la République du Congo 17
4.1.2.2 Caractéristiques de l'instrument 18

 © Caisse Congolaise d'Amortissement

4.1.2.3 Évolution des rendements des émissions obligataires du Congo et des pairs sur le marché secondaire 19
4.1.3. Situation de la dette intérieure 19
4.1.4. Situation de la dette des entreprises et établissements publics 22
4.1.4.1 Renforcement de la transparence financière des entreprises publiques 22
4.1.4.2 Résultats de la collecte des données 22
4.1.4.3 Implications pour les finances publiques et la gestion des risques budgétaires 23
4.2. Structure du service de la dette publique 24
4.2.1. Service effectif de la dette publique 24
4.2.2. Remboursement de la dette extérieure 25
4.2.3. Remboursements de la dette intérieure 25
4.3. Décaissements 27
V. Nouveaux engagements au titre de l'année 2025 30
VI. Soldes engagés non décaissés 31
VII. Analyse du portefeuille de la dette publique 33
7.1. Coût du portefeuille de la dette publique 34
7.1.1. Intérêts payés en pourcentage du PIB 34
7.1.2. Taux d'intérêt moyen pondéré (coût moyen pondéré) 34
7.2. Risques du portefeuille 34
7.2.1. Risque de refinancement 34
7.2.2. Risque de taux d'intérêt 35
7.2.3. Risque de taux de change 36
Conclusion et perspectives 2026 37
Annexes 38

Acronymes et abréviations

AED	:	Dirham des Emirats Arabes Unies
ATR	:	Average Time to Refixing (Durée Moyenne de Refixation)
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BDEAC	:	Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale
BIRD	:	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BTA	:	Bons du Trésor Assimilables
CCA	:	Caisse Congolaise d'Amortissement
CEMAC	:	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNY	:	Yuan Chinois
DGE	:	Direction Générale de l'Économie
DGPP	:	Direction Générale du Portefeuille Public
DTS	:	Droits de Tirages Spéciaux (SDR en anglais)
EEPs	:	Entreprises et Établissements Publics
EUR	:	Euro
FEC	:	Facilité Élargie de Crédit
Fed	:	Réserve Fédérale Américaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
IDA	:	International Development Association
KWD	:	Dinar Koweïtien
OTA	:	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	:	Produit Intérieur Brut
SAR	:	Riyal Saoudien
SDMT		Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
SEND'S	:	Soldes Engagés non Décaissés
USD	:	Dollar des Etats-Unis
XAF	:	Franc CFA

© Caisse Congolaise d'Amortissement

Liste des tableaux

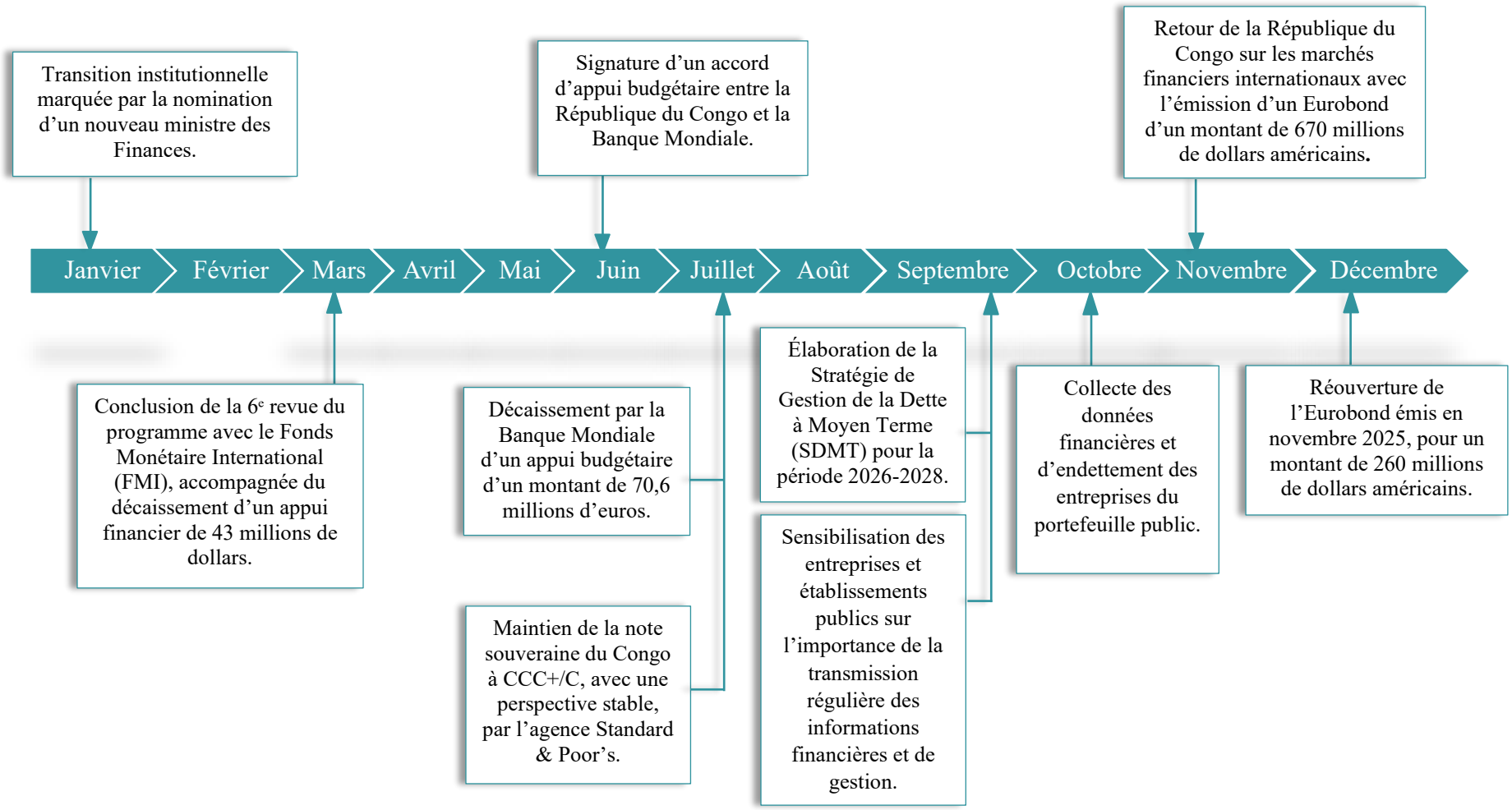
Tableau 1: Chiffres clés de la dette publique 10
Tableau 2: Chiffres clés de la dette publique extérieure 10
Tableau 3: Chiffres clés de la dette publique intérieure 10
Tableau 4: Situation d'endettement des entreprises publiques en monnaie locale à fin décembre 2024 23
Tableau 5: Évolution de la structure du service effectif de la dette publique de 2020 à 2025 24
Tableau 6: Évolution des paiements de la dette extérieure de 2020 à 2025 (en milliards de FCFA) 25
Tableau 7: Évolution des paiements de la dette intérieure de 2020 à 2025 (en milliards de FCFA) 26
Tableau 8: Evolution des décaissements en milliards de FCFA par type de créanciers de 2020 à 2025 27
Tableau 9: Point des nouveaux engagements au titre de la dette extérieure en 2025 30
Tableau 10: Situation des SEND'S en milliards de FCFA au 31 décembre 2025 31
Tableau 11: Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette existante entre décembre 2024 et décembre 2025 33
Tableau 12: Répertoire des EEPs visités en octobre 2025 selon l'existence ou l'absence de dettes financières déclarées 39
Tableau 13: Situation de la dette publique du Congo au 31 décembre 2025 40

Liste des graphiques

Graphique 1: Évolution du stock de la dette publique en milliards de FCFA de 2020 à 2025 12
Graphique 2: Évolution de la structure du stock de la dette publique FCFA de 2020 à 2025 13
Graphique 3: Évolution du taux d'endettement public de 2020 à 2025 13
Graphique 4: Évolution de la répartition du stock de la dette publique de 2020 à 2025 14
Graphique 5: Évolution de la répartition du stock de la dette extérieure de 2020 à 2025 14
Graphique 6: Répartition du stock de la dette extérieure par groupes de créanciers à fin décembre 2025 15
Graphique 7: Stock de la dette extérieure par devise à fin décembre 2025 16
Graphique 8: Stock de la dette extérieure par type de taux d'intérêt à fin décembre 2025 16
Graphique 9: Stock de la dette extérieure par niveau de concessionnalité à fin décembre 2025 17
Graphique 10: Évolution du rendement de l'Eurobond du Congo et de certains pays pairs sur le marché secondaire 19
Graphique 11: Évolution de la structure de la dette intérieure de 2020 à 2025 20
Graphique 12: Évolution de la répartition du stock de la dette intérieure de 2020 à 2025 20
Graphique 13: Répartition des décaissements en milliards de FCFA de la dette extérieure à fin décembre 2025 28
Graphique 14: Profil de remboursement de la dette publique à fin 2025 (en milliards de FCFA) 35
Graphique 15: Profil du service projeté de la dette publique à fin 2025 (en milliards de FCFA) 38
Graphique 16: Profil du service projeté de la dette extérieure à fin 2025 (en milliards de FCFA) 38
Graphique 17: Profil du service projeté de la dette intérieure à fin 2025 (en milliards de FCFA) 38

 © Caisse Congolaise d'Amortissement

Synthèse des faits marquants de la gestion de la dette publique en 2025



Introduction

La gestion de la dette publique constitue un levier essentiel de la politique économique et financière de la République du Congo. Elle vise à mobiliser les ressources nécessaires au financement des priorités de développement du pays, tout en veillant à préserver la soutenabilité des finances publiques et la stabilité du cadre macroéconomique. Dans ce contexte, la conduite d'une politique d'endettement prudente et transparente demeure un enjeu majeur pour accompagner les efforts de relance économique et soutenir la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles.

L'année 2025 s'est inscrite dans un environnement économique international marqué par un ralentissement de la croissance mondiale, une détente progressive des tensions inflationnistes et une incertitude des conditions financières internationales. Malgré ce contexte, l'économie congolaise a enregistré une amélioration de ses performances, portée notamment par la reprise de l'activité économique et une inflation modérée.

Dans ce cadre, les autorités congolaises ont poursuivi les réformes visant à renforcer la gouvernance des finances publiques et à améliorer la gestion de la dette publique. La conclusion de la sixième revue du programme avec le Fonds monétaire international a constitué une étape importante de la consolidation financière du pays et du renforcement de la coopération avec les partenaires techniques et financiers.

Par ailleurs, en 2025 la République du Congo est repartie sur les marchés financiers internationaux, à travers l'émission d'un Eurobond, suivie d'une opération de réouverture de cet eurobond visant à refinancer certaines échéances de la dette intérieure et à améliorer le profil d'amortissement du portefeuille de la dette publique. Ces opérations s'inscrivent dans la dynamique de la mise en œuvre de la Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) 2026-2028, qui vise à optimiser l'arbitrage entre coût et risques du portefeuille de la dette publique.

Le présent rapport présente l'évolution du portefeuille de la dette de la République du Congo au cours de l'année 2025. Il analyse le contexte macroéconomique dans lequel s'inscrit la politique d'endettement, examine la structure et la dynamique de la dette et évalue les principaux indicateurs de coût et de risques associés à la gestion de la dette.

 © Caisse Congolaise d'Amortissement

TRAITS MARQUANTS DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL ET NATIONAL

I. Traits marquants du contexte économique mondial et national[1]

1.1. Environnement économique international

1.1.1. Croissance mondiale

Freinée par un climat d'incertitude et de tensions commerciales, la croissance mondiale s'est stabilisée à 3,3% en 2025. Cette évolution est en lien avec le ralentissement des économies avancées (1,7% contre 1,8%), en dépit du raffermissement de la croissance des économies émergentes et en développement (4,4% contre 4,3%).

Tirée par les performances de l'Afrique du Sud et du Nigeria, l'activité économique de l'Afrique subsaharienne a progressé de 4,4% en 2025, contre 4,1% une année plus tôt. Elle a été principalement soutenue par la performance de l'économie sud-africaine, dont le PIB réel a cru de 1,3% après 0,5% en 2024 et de l'économie nigériane, qui a enregistré une croissance de 4,2%, contre 4,1% en 2024.

La croissance de la zone CEMAC a ralenti à 2,4% en 2025, sous le poids de l'instabilité politique au Cameroun. En effet, la croissance de l'activité économique de la sous-région est revenue de 2,7% en 2024 à 2,4%, une année plus tard, en lien avec la stagnation des activités au Cameroun, consécutive aux mouvements de contestation à la suite des élections présidentielles. Il convient de rappeler que le Cameroun est l'une des économies les plus dynamiques de la sous-région.

1.1.2. Inflation mondiale

Le durcissement généralisé des politiques monétaires a porté ses fruits en 2025, ramenant l'inflation mondiale de 5,8% à 4,1%. Le durcissement des conditions monétaires et financières par la majorité des banques centrales des pays avancés ainsi que des pays émergents et pays en développement a contribué à contenir les tensions inflationnistes à l'échelle mondiale. Ainsi, le taux d'inflation mondiale est revenu de 5,8% en 2024 à 4,1% en 2025.

Portée par la baisse des coûts de l'énergie et l'atténuation des chocs passés, l'inflation a nettement reflué en 2025, en Afrique Subsaharienne, à 13,1% et en zone CEMAC, à 2,3%. En Afrique subsaharienne, les pressions inflationnistes se sont atténuées, avec un taux d'inflation de 13,1% en 2025, contre 20,3% un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des coûts de l'énergie.

Dans la zone CEMAC, après que les effets négatifs de la reprise post Covid-19, du conflit russo-ukrainien, ainsi que de la hausse des prix à la pompe dans les pays de la sous-région se soient estompés, les tensions inflationnistes ont été apaisées. Le taux d'inflation est revenu de 4,1% en 2024 à 2,3% en 2025, respectant désormais la norme communautaire fixée à 3%.

1.1.3. Cours des matières premières

En 2025, le baril du pétrole a reflué à 71,7 dollars, sous l'effet de la baisse structurelle de la demande énergétique en Chine. La principale matière première exportée par la République du Congo, à savoir le pétrole brut, a enregistré une contraction de son cours moyen de 11,3%, ressortant à 71,7

[1] Toutes les statistiques présentées sur cette partie proviennent de la Direction Générale de l'Economie (DGE)

dollars US le baril contre 80,8 dollars US en 2024. Cette baisse s'explique notamment par le recul de la consommation pétrolière en Chine, lié au ralentissement de la production industrielle ainsi qu'à la progression des ventes de véhicules électriques et de camions fonctionnant au gaz naturel liquéfié.

1.1.4. Marché de changes

En 2025, le dollar US s'est déprécié face à l'Euro, lequel a reculé de 4,02%, en s'échangeant à 0,88710 euro, **sous l'effet des incertitudes géopolitiques et de la défiance des marchés envers les actifs américains**. Au 31 décembre 2025, le marché des changes a été marqué par l'appréciation de la monnaie de la Zone euro face au dollar américain. Cette évolution a résulté des déclarations et des prises de position du Président des États-Unis et de son administration, tant sur le plan commercial que géopolitique, lesquelles ont accentué, d'une part, l'incertitude pesant sur l'activité économique et, d'autre part, la défiance des marchés financiers envers les actifs américains. En effet, le dollar US s'est déprécié de 4,02% entre 2024 et 2025.

1.1.5. Conditions monétaires

Contrairement à la politique d'assouplissement monétaire conduite par la Fed (taux entre 3,75% et 4%), la BCE a choisi la stabilité en conservant ses taux directeurs inchangés en octobre 2025. À l'exception des États-Unis et du Canada, qui ont amorcé l'assouplissement de leurs politiques monétaires, plusieurs pays avancés ainsi que des économies émergentes et en développement ont maintenu inchangée leur orientation monétaire. La Banque centrale européenne (BCE), lors de sa réunion du 30 octobre 2025, a décidé de conserver ses taux directeurs à leurs niveaux antérieurs : 2,00% pour la facilité de dépôt, 2,15% pour les opérations principales de refinancement et 2,40% pour la facilité de prêt marginal. De son côté, la Réserve fédérale américaine (Fed), réunie le 29 octobre 2025, a abaissé de 0,25 point de pourcentage la fourchette cible de ses taux directeurs, désormais fixée entre 3,75% et 4,00%. Cette décision s'inscrit dans un contexte de croissance modérée de l'activité économique et de reprise de l'inflation.

1.2. Environnement économique national

1.2.1. Croissance économique

En 2025, la croissance de l'activité économique nationale s'est fortement accélérée pour atteindre 4,3%, portée par le dynamisme conjugué des secteurs pétrolier et non pétrolier, ainsi que par la vigueur de la demande intérieure et extérieure. En fait, l'activité économique s'est confortée avec une croissance du PIB réel, passée de 1,3% en 2024 à 4,3% en 2025. Ce dynamisme a été soutenu par la bonne tenue des activités, à la fois dans les secteurs pétroliers (4,9% contre 1,6%) et hors pétrole (3,3% contre 2,7%). Du côté de la demande, la croissance économique en 2025 a été portée, d'une part, par la bonne tenue de la demande intérieure, notamment l'augmentation de l'investissement et de la consommation, et, d'autre part, par la reprise de la demande extérieure.

1.2.2. Inflation

Le Congo a maîtrisé l'évolution des prix en 2025, avec une inflation qui a été ramenée à 2,7%, suivant la tendance à la stabilisation régionale. Reflétant la situation dans la sous-région, les tensions inflationnistes au Congo ont été maîtrisées en 2025, l'inflation a ainsi reculé de 3,1% en 2024 à 2,7%.

Cette évolution s'explique par l'atténuation progressive des effets liés, d'une part, à la hausse des prix à la pompe et, d'autre part, au conflit entre la Russie et l'Ukraine.

1.2.3. Finances publiques

Bien qu'excédentaires en 2025, les soldes budgétaire et primaire du Congo se sont nettement repliés, sous l'effet conjugué d'une baisse des recettes et d'une hausse des dépenses publiques. La situation provisoire des finances publiques au 31 décembre 2025 se caractérise par des excédents du solde budgétaire, base engagement dons inclus, ainsi que du solde primaire, s'élevant respectivement à 48,5 milliards de FCFA et 358,1 milliards de FCFA. Par rapport à 2024, ces excédents apparaissent en diminution, dans le même ordre, de 391,6 milliards de FCFA et de 282,3 milliards de FCFA, en lien d'une part avec la baisse des recettes publiques (-6,4%), et d'autre part avec l'augmentation des dépenses publiques (+6,8%).

1.2.4. Echanges extérieurs

Malgré un léger repli lié à la conjoncture pétrolière, les échanges extérieurs se sont soldés par un excédent de plus de 422 milliards de FCFA en 2025. En 2025, les échanges extérieurs ont dégagé un excédent du compte courant de 422,6 milliards de FCFA, en léger recul par rapport aux 440,5 milliards enregistrés en 2024. Cette contraction de l'excédent s'explique principalement par le repli de la balance commerciale, consécutif à la diminution des exportations de pétrole brut, elle-même liée à la baisse du cours moyen du baril.

1.2.5. Situation monétaire

La masse monétaire a progressé de 3,8% en 2025, portée par la hausse des avoirs extérieurs nets et le dynamisme soutenu des crédits à l'économie qui ont augmenté de 16,4%. À fin décembre 2025, la situation monétaire s'est caractérisée par : (i) une hausse de 11,8% des avoirs extérieurs nets, atteignant 450,3 milliards de FCFA ; (ii) une progression de 6,1% du crédit intérieur net, s'établissant à 3 088,9 milliards de FCFA, sous l'effet notamment de l'augmentation des crédits à l'économie (+16,4%). En conséquence, la masse monétaire (M2) a enregistré une croissance de 3,8% sur la période, pour s'établir à 3 312,4 milliards de FCFA, en lien avec l'évolution de ses contreparties.

FAITS MARQUANTS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2025

II. Faits marquants de la gestion de la dette publique en 2025

La gestion de la dette publique au Congo a été marquée par des évolutions majeures en 2025, dans le cadre de la gouvernance institutionnelle, un renforcement des relations avec les partenaires techniques et financiers, ainsi que de la gestion pro-active du portefeuille.

Janvier 2025 : Nomination d'un nouveau ministre en charge des finances

Le mois de janvier 2025 a été marqué par un remaniement ministériel avec l'entrée dans le gouvernement de monsieur Christian YOKA, Ministre des finances, du budget et du portefeuille public. Ce changement a impulsé une nouvelle dynamique dans la conduite de la politique économique et financière, notamment en matière de gestion de la dette publique.

Mars 2025 : Achèvement du programme avec le FMI

La conclusion, le 12 mars 2025, de la sixième et dernière revue du programme financier signé avec le Fonds monétaire international (FMI) en janvier 2022, a été l'un des événements majeurs qui ont impacté la gestion de la dette publique du Congo en 2025. Cet aboutissement satisfaisant du programme signé, a permis le décaissement immédiat de 43 millions de dollars (soit environ 26,1 milliards de FCFA), portant le total des fonds décaissés dans le cadre de ce programme à 430 millions de dollars (soit environ 260,8 milliards de FCFA).

Juin 2025 : Signature de la troisième tranche de l'appui budgétaire avec la Banque mondiale

Le 24 juin 2025, la République du Congo a signé la 3ème tranche de l'appui budgétaire avec la Banque mondiale. Cette troisième tranche visait à accompagner les réformes structurelles engagées, à renforcer la stabilité du cadre macroéconomique et à soutenir une croissance durable et inclusive.

Juillet 2025 : Mobilisation des financements extérieurs et consolidation de la crédibilité financière

Le mois de juillet 2025 a été caractérisé par deux événements majeurs :

- le décaissement de l'appui budgétaire de la Banque mondiale, d'un montant de 70,6 millions d'euros (soit environ 46,3 milliards de FCFA), ayant contribué au renforcement de la trésorerie de l'État et au soutien des réformes en cours ;
- le maintien de la notation souveraine du Congo à CCC+/C avec perspective stable par l'agence Standard & Poor's.

Septembre 2025 : Renforcement du suivi de la dette du secteur public

Le mois de septembre 2025 a été ponctué par :

- le lancement officiel de l'atelier de sensibilisation des entreprises et établissements publics sur l'importance de la transmission de leurs données d'endettement ;
- l'élaboration de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT) pour la période 2026-2028.

Octobre 2025 : Lancement de la collecte des données d'endettement des entreprises et établissements publics

Dans la continuité des actions engagées au mois de septembre 2025, une campagne de collecte des données relatives à l'endettement des entreprises et établissements publics a été lancée au cours du mois d'octobre 2025.

Novembre 2025 : Retour du Congo sur les marchés financiers internationaux

Au mois de novembre 2025, la République du Congo a fait son retour sur les marchés financiers internationaux, à travers l'émission d'un emprunt obligataire (eurobond) d'un montant de 670 millions de dollars américains (environ 379,6 milliards de FCFA).

Cette opération, assortie d'un coupon de 9,875% échéant en 2032, s'inscrit dans une stratégie de gestion pro-active de la dette, visant :

- le refinancement d'une partie de la dette intérieure de marché à court terme ;
- l'allongement de la maturité moyenne du portefeuille ;
- la réduction des risques de refinancement.

Décembre 2025 : Poursuite de la gestion active du portefeuille

Au cours du mois de décembre 2025, les autorités ont procédé à la réouverture de la souche de l'eurobond émis le mois précédent, pour un montant additionnel de 260 millions de dollars américains (environ 145,1 milliards de FCFA). Cette opération, assortie des mêmes caractéristiques financières (coupon de 9,875% et maturité 2032), s'inscrit toujours dans une démarche de gestion proactive du portefeuille de la dette.

Elle visait principalement à refinancer une partie des échéances de dette intérieure du début d'année 2026, contribuant ainsi à l'amélioration du profil d'amortissement et à la réduction des pressions de trésorerie à court terme.

CHIFFRES CLÉS DE LA DETTE PUBLIQUE

III. Chiffres clés de la dette publique

3.1. Dette publique totale

Tableau 1: Chiffres clés de la dette publique

		2024	2025
Dette publique	Encours (Md FCFA)	8 535,77	8 943,97
	% du PIB	92,31%	92,46%
Dette publique extérieure	Encours (Md FCFA)	3 356,57	3 609,91
	% du PIB	36,30%	37,32%
	Part en% de l'encours	39,32%	40,36%
Dette publique intérieure	Encours (Md FCFA)	5 179,21	5 334,07
	% du PIB	56,01%	55,14%
	Part en% de l'encours	60,68%	59,64%

Source : CCA

3.2. Dette publique extérieure

Tableau 2: Chiffres clés de la dette publique extérieure

		2024	2025
Coût et risque	Coût apparent	3,59%	2,06%
	Durée de vie Moyenne (années)	8 ans	7,28 ans
	Part de la dette à taux variables	28,63%	19,99%
Structure par bailleurs	Bilatéraux	45,55%	36,26%
	Multilatéraux	32,15%	32,52%
	Commerciaux	22,30%	31,21%
Structure en devises	USD	50,83%*	54,41%
	FCFA & EUR	30,77%	30,14%
	Autres	18,41%*	15,45%

*Source : CCA *Données revues et corrigées*

3.3. Dette publique intérieure

Tableau 3: Chiffres clés de la dette publique intérieure

		2024	2025
Coût et risque	Coût apparent	5,84%	5,69%
	Durée de vie Moyenne (années)	5,4 ans	5,02 ans
	Part de la dette intérieure à taux fixe	100%	100%
Titres publics : structure par instruments	BTA	23,12%	21,15%
	OTA	74,08%	77,46%
	Emprunt obligataire	2,80%	1,39%
Reste à payer du budget de l'Etat	Social	44,83%	52,00%
	Commercial	55,17%	48,00%

Source : CCA

 © Caisse Congolaise d'Amortissement

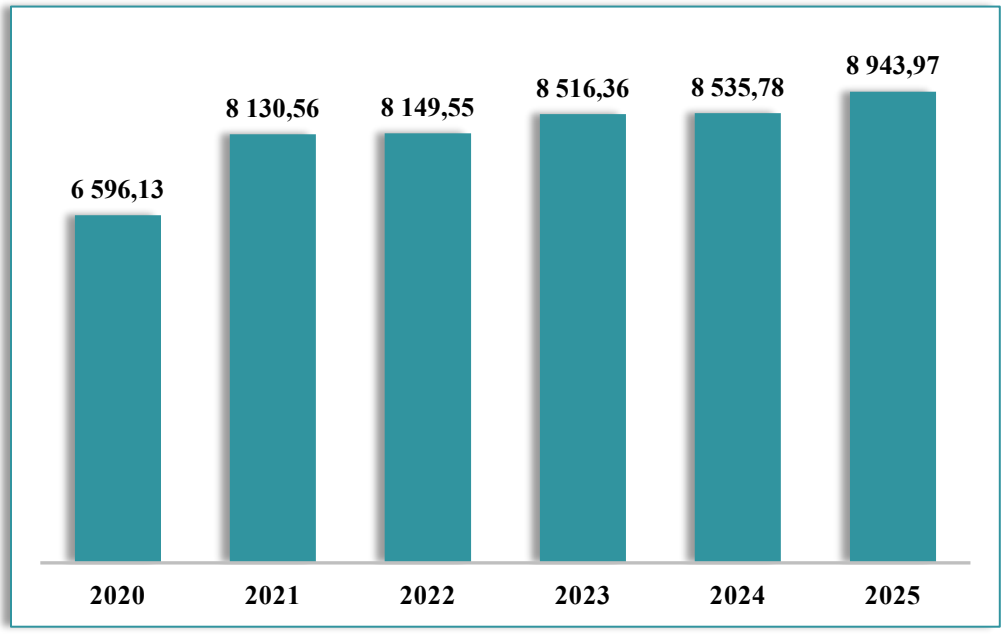
SITUATION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

IV. Situation du portefeuille de la dette publique

4.1. Situation de la dette publique

L'évolution du stock de la dette publique en 2025 met en évidence la poursuite de la trajectoire ascendante observée depuis 2021. En effet, en 2025, le stock de la dette s'est établi à 8 943,97 milliards de FCFA, en hausse de 4,78% par rapport à 2024. Cette évolution confirme une tendance structurelle à l'accumulation de la dette publique, en lien avec les besoins de financement de l'État, et souligne la nécessité de poursuivre les efforts de gestion active afin de contenir les risques de soutenabilité à moyen terme.

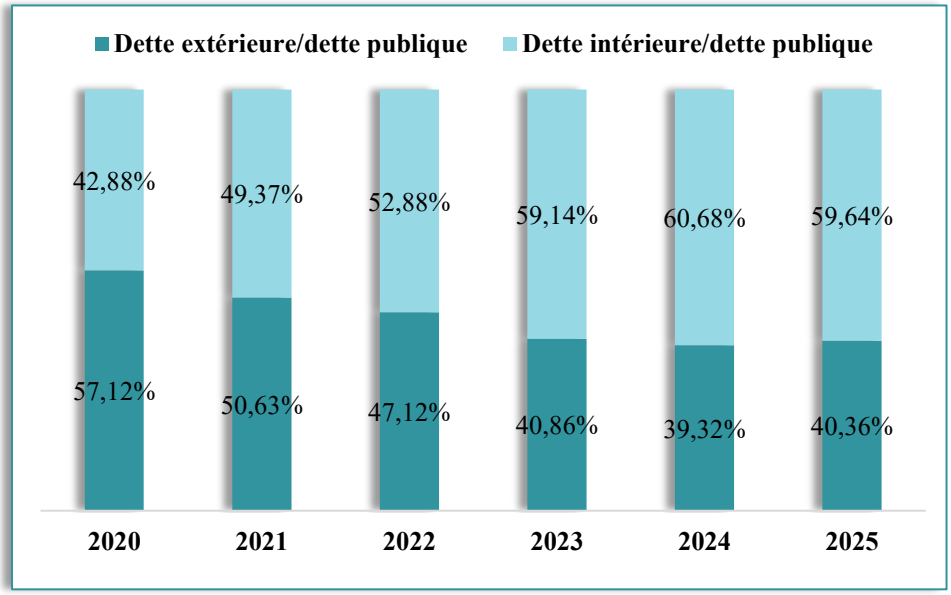
Graphique 1: Évolution du stock de la dette publique en milliards de FCFA de 2020 à 2025



Source : CCA

Caractérisée par une progression de la part de la dette intérieure à partir de 2021, la structure du portefeuille de la dette publique a évolué en 2025, avec une ouverture plus marquée vers les financements extérieurs, en cohérence avec les orientations de la stratégie d'endettement 2026-2028. Ainsi, la part de la dette extérieure a enregistré une légère hausse, passant de 39,32% à 40,36%, à la suite de l'émission et de la réouverture de l'Eurobond 2032. Ces opérations ont été réalisées dans le cadre de la stratégie d'endettement 2026-2028, qui vise un recours progressif aux financements extérieurs, notamment commerciaux, afin de diversifier les sources de financement et d'améliorer le profil de refinancement du portefeuille.

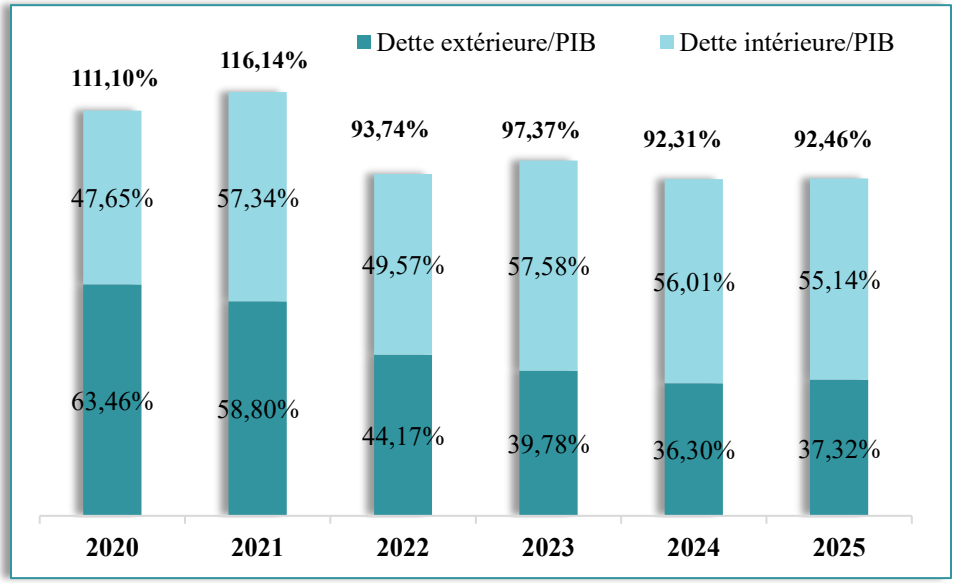
Graphique 2: Évolution de la structure du stock de la dette publique FCFA de 2020 à 2025



Source : CCA

Après avoir culminé au-dessus de 111% en 2020, le taux d'endettement s'est stabilisé autour de 92,46% du PIB en 2025, marquant un basculement structurel où la dette intérieure (55,14% du PIB) prédomine désormais sur la dette extérieure (37,32% du PIB).

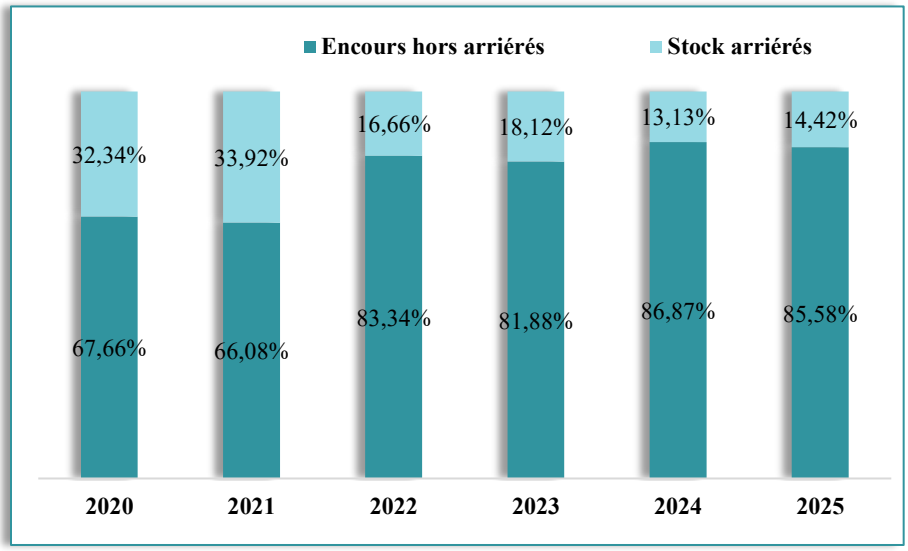
Graphique 3: Évolution du taux d'endettement public de 2020 à 2025



Source : CCA, DGE

L'année 2025 a été marquée par une relative maîtrise du stock d'arriérés, dont le poids dans le portefeuille de la dette est ressorti à 14,42%, contre 13,13% une année plus tôt. Cette tendance reste positive, comparativement au niveau d'arriérés observé cinq ans plus tôt.

Graphique 4: Évolution de la répartition du stock de la dette publique de 2020 à 2025

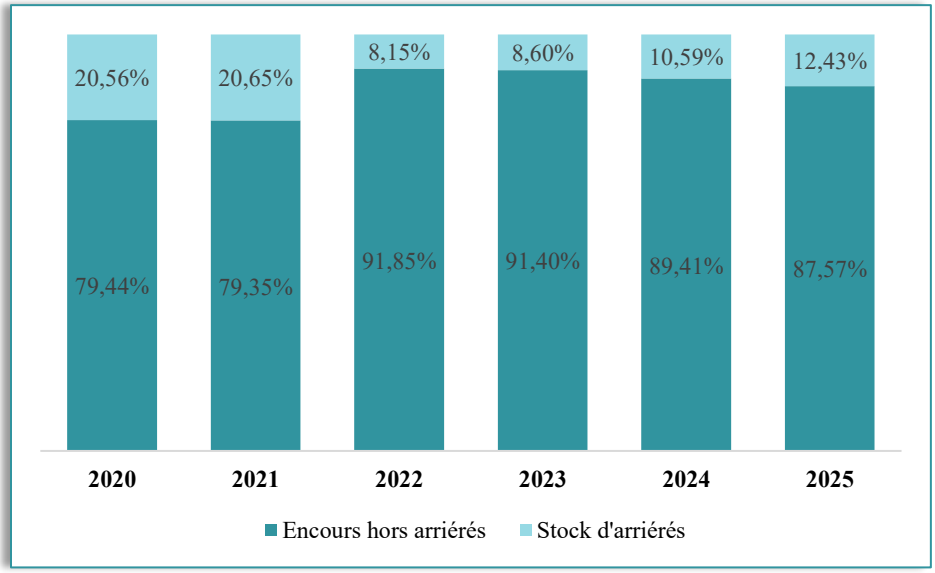


Source : CCA

4.1.1. Situation de la dette extérieure

La situation du Congo vis-à-vis de ses engagements extérieurs est restée maîtrisée en 2025, grâce au maintien des arriérés à un faible niveau (12,43% du total), témoignant des efforts de régularisation qui restent toutefois à poursuivre. En effet, la persistance des arriérés extérieurs est le reflet des tensions de trésorerie que l'Etat continue d'enregistrer. Ainsi, les efforts d'assainissement des finances publiques, engagés depuis quelques années, devraient être consolidés.

Graphique 5: Évolution de la répartition du stock de la dette extérieure de 2020 à 2025

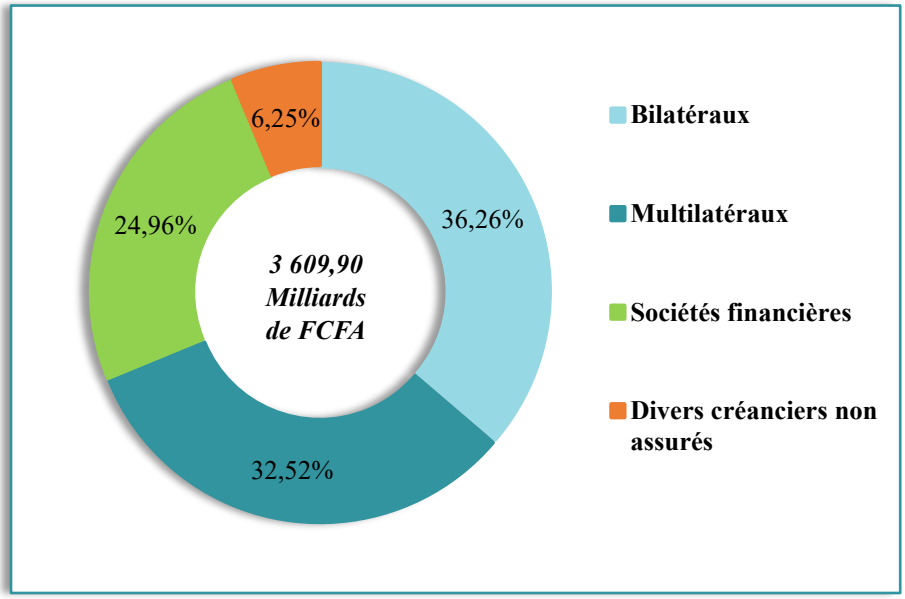


Source : CCA

4.1.1.1 Structure de la dette extérieure par type de créanciers

En 2025, la dette extérieure a présenté une structure équilibrée entre créanciers bilatéraux (36,26%, dominés par la Chine), multilatéraux (32,52%) et commerciaux (31,21%). En fait à fin 2025, le portefeuille de la dette extérieure s'est caractérisé par une répartition relativement équilibrée entre créanciers bilatéraux, multilatéraux et commerciaux, avec un poids légèrement prépondérant des financements bilatéraux. La Chine a été le principal bailleur bilatéral, avec 66,21% de l'encours bilatéral. La dette multilatérale a été composée des engagements envers les principales institutions financières internationales, notamment le FMI, la Banque mondiale (BIRD et l'IDA), la Banque africaine de développement (BAD et FAD), la BDEAC etc. Les créanciers commerciaux ont, quant à eux, été composés des sociétés financières et des créanciers non assurés, représentant respectivement 24,96% et 6,25% du total.

Graphique 6: Répartition du stock de la dette extérieure par groupes de créanciers à fin décembre 2025

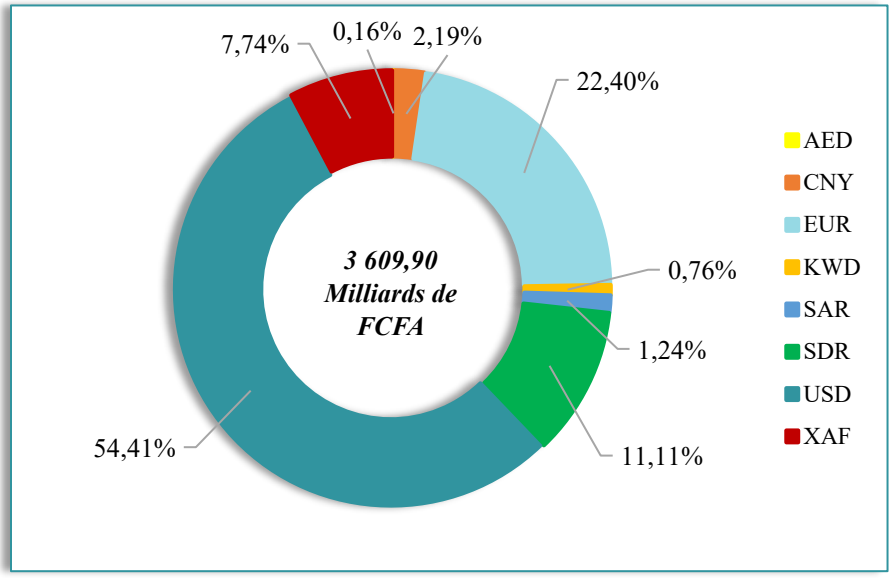


Source : CCA

4.1.1.2 Structure de la dette extérieure par devises

Près de 70 % de la dette extérieure du Congo a été exposée au risque de change face aux devises étrangères à fin 2025, une situation qui s'explique largement par la domination du dollar américain, lequel a représenté 54,41 % du portefeuille. Au 31 décembre 2025, l'analyse de la dette extérieure révèle une forte concentration sur le dollar US (54,41%), suivi de l'Euro (22,40%) et des DTS (11,11%), tandis que les autres devises (AED, KWD, SAR et CNY) n'ont occupé que des parts marginales comprises entre 0,16% et 2,19%. Cette configuration structurelle induit une source de vulnérabilité significative, puisque 69,86% de la dette extérieure est exposée aux fluctuations des taux de change. Les 30,14% non exposés au risque de change sont composés de l'Euro et du XAF.

Graphique 7: Stock de la dette extérieure par devise à fin décembre 2025

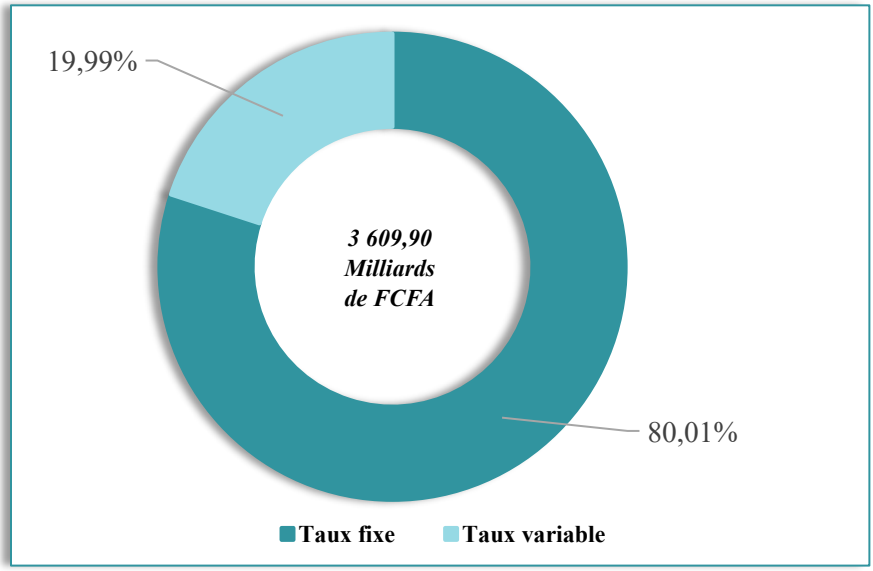


Source : CCA

4.1.1.3 Structure de la dette extérieure par type de taux d'intérêt

Avec 80% de sa dette extérieure à taux fixe, la République du Congo sécurise l'essentiel de ses charges d'intérêts, car seuls 20% sont exposés aux variations des taux du marché, tels que l'Euribor ou le SOFR[2] qui a remplacé le Libor. Cette configuration garantit une charge d'intérêts prévisible et protégée des fluctuations du marché.

Graphique 8: Stock de la dette extérieure par type de taux d'intérêt à fin décembre 2025



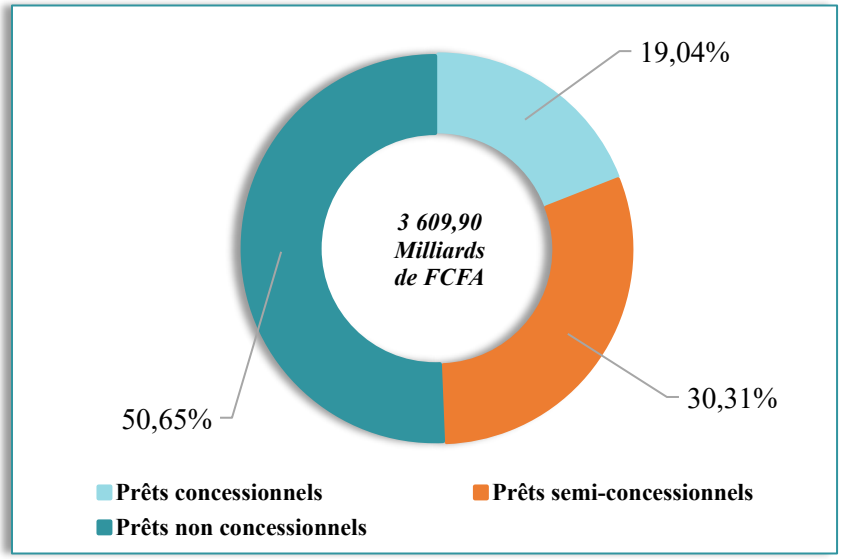
Source : CCA

[2] Le secured overnight financing rate (SOFT en sigle) est défini en français comme le taux de financement garanti au jour le jour

4.1.1.4 Structure de la dette extérieure par niveau de concessionnalité

La dette extérieure congolaise est majoritairement constituée d'instruments non concessionnels et semi-concessionnels (80,96%), traduisant une faible proportion de financements concessionnels dans le portefeuille. La structure de la dette extérieure de la République du Congo par type de prêt est caractérisée par une prédominance des financements non concessionnels et semi-concessionnels, qui représentent 80,96% de l'encours. Cette configuration traduit une exposition significative à des conditions de financement de marché, généralement plus coûteuses que les ressources concessionnelles. Cette structure reflète ainsi les caractéristiques actuelles de mobilisation des ressources extérieures et les contraintes associées à l'accès aux financements concessionnels**.**

Graphique 9: Stock de la dette extérieure par niveau de concessionnalité à fin décembre 2025



Source : CCA

4.1.2. L'Eurobond de la République du Congo : caractéristiques et dynamique de marché

4.1.2.1 Focus spécifique : l'Eurobond de la République du Congo

L'année 2025 a marqué une étape importante dans la gestion de la dette publique de la République du Congo, avec le retour du pays sur les marchés financiers internationaux, à travers l'émission d'une obligation souveraine internationale, communément appelée Eurobond. Cette opération revêt une importance particulière dans la mesure où elle constitue la première émission obligataire internationale du Congo après près de vingt années d'absence sur les marchés internationaux de capitaux. Elle traduit ainsi la volonté des autorités congolaises de diversifier les sources de financement de l'État, de renforcer sa crédibilité financière et de consolider la confiance des investisseurs internationaux.

L'émission de l'Eurobond s'est effectuée à un taux de 9,875%, reflétant les conditions de financement sur les marchés internationaux ainsi que la perception du risque souverain du pays. Bien que cette opération ait permis de mobiliser des ressources et de réduire les pressions de refinancement à court terme, elle s'accompagne d'un coût relativement élevé, impliquant une vigilance accrue dans la gestion du service futur de la dette.

Ce retour sur les marchés internationaux s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre de la Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) 2026-2028, élaborée afin d'orienter la politique d'endettement vers des instruments permettant d'améliorer la structure du portefeuille de dette publique, d'allonger la maturité moyenne des engagements financiers et de réduire les risques de refinancement. Dans cette perspective, le recours aux marchés internationaux de capitaux constitue l'un des leviers identifiés par la stratégie, pour diversifier les sources de financement de l'État et optimiser le profil d'amortissement de la dette publique.

L'émission internationale réalisée en novembre 2025 a permis de mobiliser des ressources destinées principalement à couvrir les échéances des titres publics sur le marché intérieur, arrivant à maturité entre novembre 2025 et janvier 2026. Cette opération a permis d'atténuer les pressions de refinancement à court terme.

Dans le prolongement de cette opération, une réouverture de l'émission d'un montant de 260 millions de dollars américains, intervenue en décembre 2025, a permis de mobiliser des ressources complémentaires destinées à couvrir les échéances des titres sur le marché intérieur, pour le mois de février 2026. Ces différentes opérations traduisent la mise en œuvre d'une gestion pro-active de la dette publique, visant à lisser le profil d'amortissement du portefeuille, à sécuriser les échéances de remboursement et à réduire les risques de refinancement à court terme, conformément aux orientations définies dans la SDMT 2026-2028.

4.1.2.2 Caractéristiques de l'instrument

L'Eurobond émis par la République du Congo en 2025 est une obligation souveraine internationale, libellée en dollar américain et placée auprès d'investisseurs institutionnels sur les marchés financiers internationaux. L'émission initiale, réalisée en novembre 2025, a porté sur un montant de 670 millions de dollars américains, assorti d'un taux d'intérêt nominal (coupon) de 9,875% et d'une échéance finale fixée à novembre 2032. Le remboursement du principal est prévu selon un mécanisme d'amortissement linéaire réparti en plusieurs échéances entre novembre 2028 et novembre 2032.

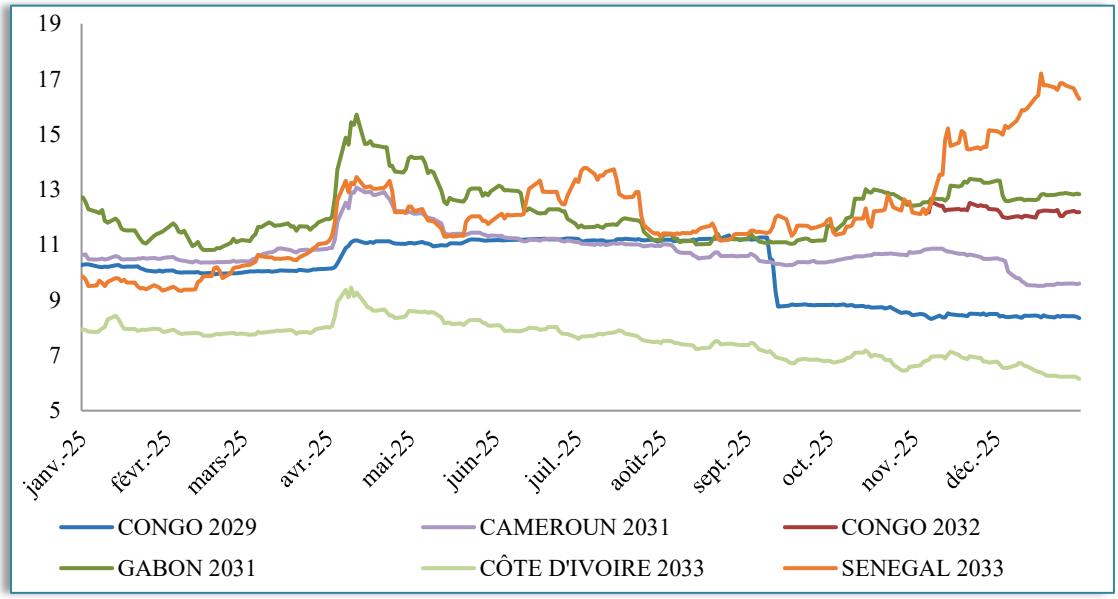
Dans le cadre de la stratégie de gestion pro-active de la dette publique, une réouverture de l'émission a été réalisée en décembre 2025 pour un montant additionnel de 260 millions de dollar américain, portant ainsi le montant total mobilisé à 930 millions de dollars américains. Cette opération a permis d'accroître la liquidité du titre sur les marchés internationaux et de renforcer l'intérêt des investisseurs pour cet instrument.

L'émission a été structurée selon le régime Regulation S, sous droit anglais, et admise à la cotation sur le marché principal de la Bourse de Londres, avec Citigroup agissant en qualité de chef de file. Les obligations ont été notées CCC+ par les agences de notation Fitch Ratings et Standard & Poor's, reflétant l'évaluation du profil de crédit souverain du pays. Au-delà de la mobilisation de ressources financières, cette opération a contribué à améliorer le profil d'amortissement de la dette publique, notamment en permettant de refinancer certaines échéances à court terme et d'allonger la maturité moyenne du portefeuille de la dette.

4.1.2.3 Évolution des rendements des émissions obligataires du Congo et des pairs sur le marché secondaire

Après leur émission sur le marché primaire, les obligations souveraines peuvent être échangées entre investisseurs sur le marché secondaire. L'évolution de leur rendement constitue un indicateur important de la perception du risque souverain par les marchés financiers, ainsi que des conditions générales de financement sur les marchés internationaux. Afin d'illustrer cette dynamique, le graphique 10 ci-après présente l'évolution du rendement de l'Eurobond de la République du Congo sur le marché secondaire, en comparaison avec les performances des titres de certains pays pairs.

Graphique 10: Évolution du rendement de l'Eurobond du Congo et de certains pays pairs sur le marché secondaire



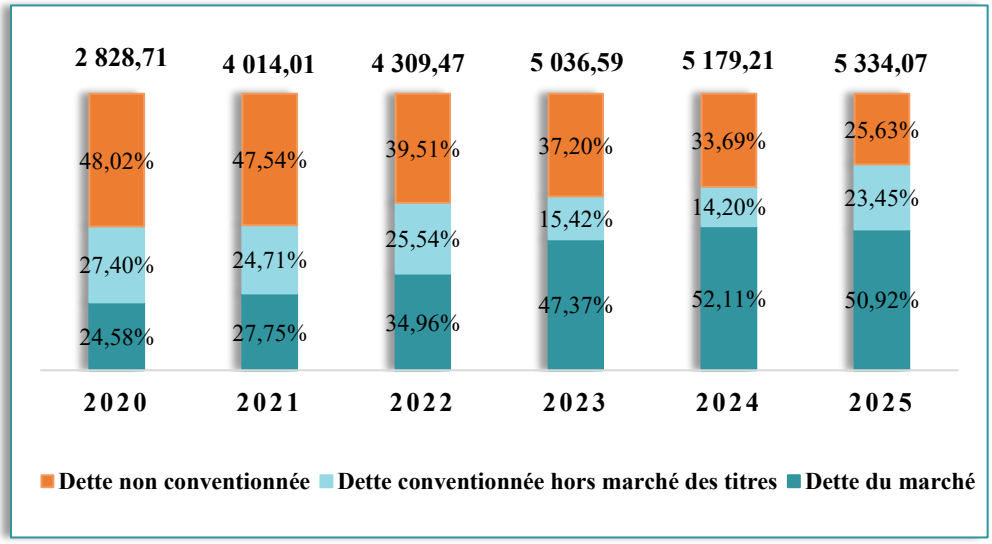
Source : Bloomberg

Les rendements des obligations souveraines évoluent en fonction des conditions financières internationales, notamment des variations des taux d'intérêt mondiaux et de la perception du risque souverain par les investisseurs. La comparaison avec certains pays pairs permet ainsi de situer le positionnement relatif du Congo sur les marchés internationaux de capitaux.

4.1.3. Situation de la dette intérieure

La structuration de la dette intérieure congolaise au profit des financements de marché s'est renforcée en 2025, accroissant ainsi la pression sur la liquidité locale et le risque de refinancement. En fait, à fin 2025, la dette de marché est demeurée la principale composante de la dette intérieure, représentant 50,92% du total, contre 25,63% pour la dette non conventionnée et 23,45% pour la dette conventionnée hors marché des titres.

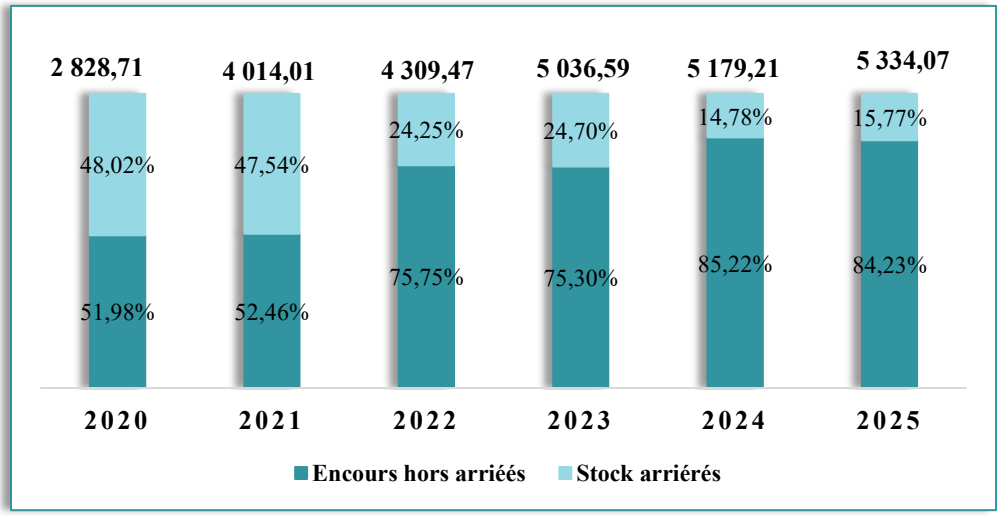
Graphique 11: Évolution de la structure de la dette intérieure de 2020 à 2025



Source : CCA

Les efforts de réduction du stock d'arriérés intérieurs, engagés depuis quelques années, ont connu un léger ralentissement en 2025, en lien avec la persistance des tensions de trésorerie de l'Etat. En fait, la part relative des arriérés dans le stock total de la dette intérieure a enregistré 100 points de base de plus, par rapport à 2024, à 15,77%.

Graphique 12: Évolution de la répartition du stock de la dette intérieure de 2020 à 2025



Source : CCA

SITUATION DE LA DETTE DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

4.1.4. Situation de la dette des entreprises et établissements publics

4.1.4.1 Renforcement de la transparence financière des entreprises publiques

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance des finances publiques et de l'amélioration de la transparence budgétaire, les autorités congolaises ont engagé, en 2025, des actions visant à améliorer le suivi de l'endettement des entreprises et établissements publics.

À cet effet, une mission conjointe de la Caisse congolaise d'amortissement (CCA) et la Direction générale du portefeuille public (DGPP) a été organisée sur l'ensemble du territoire national, pour la collecte des données de la dette des entreprises et établissements publics. Cette initiative traduit la volonté des pouvoirs publics de disposer d'une information plus complète et plus fiable sur les engagements financiers du secteur public.

L'objectif principal de cette opération était de recenser les dettes financières des entreprises publiques, d'identifier les engagements bénéficiant de garantie de l'État et de renforcer la robustesse des statistiques relatives à la dette publique globale.

4.1.4.2 Résultats de la collecte des données

La mission conjointe DGPP–CCA a atteint un taux de couverture de 90,57%, identifiant à fin 2024 un encours de dette de 341,18 milliards de FCFA, auprès de douze (12) principales entreprises dans lesquelles l'Etat détient une participation. Cette mission conjointe DGPP–CCA a couvert quarante-huit (48) entreprises et établissements publics, pour un portefeuille cible de cinquante-trois (53) entités. Parmi les entreprises visitées, douze (12) entités ont transmis des informations complètes relatives à leur endettement financier. Il s'agit notamment de : Aéroport de la République du Congo (AERCO), Banque Postale du Congo, Énergie Électrique du Congo (E^2C), la Congolaise de Banque (LCB), la Congolaise des Eaux (LCDE), Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), Centrale Électrique du Congo (CEC), Chemin de Fer Congo-Océan (CFCO), Port Autonome de Pointe-Noire (PAPN), Plateforme Industrielle du Congo (PICP), SARIS-Congo et Société de Recherche et d'Exploitation Minière (SOREMI).

Il convient de préciser que les engagements financiers recensés dans le cadre de cette mission correspondent principalement à des dettes contractées directement par ces entreprises dans le cadre de leurs activités.

Tableau 4: Situation d'endettement des entreprises publiques en monnaie locale à fin décembre 2024

Rang	Nom de l'entité publique	Département	Part de l'Etat dans le capital (en%)	Secteur d'activité	Encours à fin Décembre 2024
1	AERCO	Brazzaville	15,00%	Gestion aéroportuaire	4 733 545 649
2	BPC	Brazzaville	80,00%	Banque	11 899 126 554
3	E²C	Brazzaville	100,00%	Electricité	7 104 598 388
4	LCB	Brazzaville	11,00%	Banque	14 843 825 017
5	LCDE	Brazzaville	99,40%	Distribution d'eau	3 556 235 989
6	SNPC	Brazzaville	100,00%	Hydrocarbures	93 723 111 930
7	CEC	Pointe-Noire	80,00%	Energie	6 311 223 204
8	CFCO	Pointe-Noire	100,00%	Transport ferroviaire	277 685 283
9	PAPN	Pointe-Noire	100,00%	Gestion portuaire	40 090 174 158
10	PICP	Kouilou	30,00%	ZES	30 000 000
11	SARIS-CONGO	Bouenza	33,96%	Primaire et secondaire	17 316 735 070
12	SOREMI	Bouenza	10,00%	Recherche, exploitation et Transformation polymétaux	141 293 365 793
			Total		**341 179 627 -34**

Source : DGPP–CCA à partir des données collectées auprès des EEPs.

4.1.4.3 Implications pour les finances publiques et la gestion des risques budgétaires

L'endettement des entreprises publiques constitue un élément important dans l'évaluation des risques budgétaires susceptibles d'affecter les finances publiques. En effet, même lorsque les engagements financiers des entreprises publiques ne sont pas directement garantis par l'État, les difficultés financières rencontrées par certaines entités stratégiques peuvent, dans certaines circonstances, conduire les pouvoirs publics à intervenir afin d'assurer la continuité des services publics ou de préserver la stabilité économique. Dans ce contexte, la dette des entreprises publiques est considérée comme une composante du périmètre élargi des engagements du secteur public, pouvant générer des passifs contingents pour l'État.

Les résultats de la mission de collecte des données constituent ainsi une étape importante vers une meilleure intégration de ces informations dans les analyses globales de la dette publique et dans l'évaluation des risques budgétaires. À moyen terme, les autorités congolaises entendent poursuivre les efforts engagés afin d'améliorer la qualité du reporting financier des entreprises publiques, de renforcer la coordination entre les administrations concernées et de consolider progressivement les statistiques relatives à la dette du secteur public. Le tableau 12 annexé au rapport, présente la liste des entreprises publiques couvertes par la mission ainsi que celles ayant communiqué leurs informations relatives à leur endettement.

4.2. Structure du service de la dette publique

4.2.1. Service effectif de la dette publique

La tendance haussière du service de la dette publique observée ces dernières années s'est poursuivie en 2025, sous l'effet des remboursements de la dette intérieure de marché, qui concentre désormais plus de 85% du service total. En glissement annuel, le service de la dette a augmenté de 17,87% en 2025, pour s'établir à 2 509,41 milliards de FCFA. L'analyse de la structure du service met en évidence une recomposition marquée par une part relative plus prépondérante de la dette intérieure (84,93%). Cette évolution traduit un transfert progressif des contraintes de remboursement vers le marché domestique. L'amortissement du principal a représenté 87,62%, pour ressortir à 2 198,72 milliards de FCFA, contre 310,69 milliards de FCFA pour les intérêts. Dans ce contexte, la trajectoire observée souligne un niveau élevé de pression sur la trésorerie de l'État, appelant à un renforcement de la gestion du profil d'amortissement et du risque de refinancement.

Tableau 5: Évolution de la structure du service effectif de la dette publique de 2020 à 2025

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dette extérieure	**563,29**	**640,21**	**999,63**	**731,50**	**715,53**	**378,22**
Principal	479,41	556,72	883,76	606,73	584,48	303,57
Intérêt	83,89	83,48	115,87	124,77	131,05	74,65
Multilatéraux	**13,51**	**21,40**	**25,22**	**42,27**	**57,34**	**59,52**
Principal	9,39	14,37	17,57	24,50	27,69	31,99
Intérêt	4,12	7,03	7,65	17,77	29,65	27,53
Bilatéraux	**230,51**	**204,10**	**199,59**	**217,69**	**250,05**	**180,37**
Principal	200,10	175,89	166,43	182,83	180,56	153,24
Intérêt	30,41	28,21	33,17	34,85	69,49	27,13
Sociétés financières	**319,27**	**349,15**	**601,39**	**471,55**	**408,14**	**138,33**
Principal	269,91	300,91	526,34	399,40	376,24	118,34
Intérêt	49,35	48,24	75,05	72,15	31,90	20,00
Autres non-résidents	**0,00**	**65,55**	**173,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Principal	0,00	65,55	173,43	0,00	0,00	0,00
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette intérieure	**102,49**	**412,45**	**763,28**	**973,12**	**1 413,43**	**2 131,19**
Principal	84,80	363,37	648,43	825,86	1 221,49	1 895,15
Intérêt	17,69	49,07	114,85	147,26	191,95	236,04
Dette totale	**665,78**	**1 052,65**	**1 762,91**	**1 704,62**	**2 128,96**	**2 509,41**
Principal	564,20	920,10	1 532,19	1 432,58	1 805,97	2 198,72
Intérêt	101,58	132,55	230,72	272,03	322,99	310,69

Source : CCA

4.2.2. Remboursement de la dette extérieure

La baisse du service lié à la dette extérieure, amorcée en 2023, s'est poursuivie en 2025, reflétant un basculement structurel du financement vers le marché intérieur. Dans ce contexte, les remboursements effectifs du service de la dette extérieure ont chuté de 45,10% en 2025, pour ressortir à 344,24 milliards.

Plus de la moitié (51,50%) des paiements de la dette extérieure a été effectuée en faveur des créanciers bilatéraux, suivis des sociétés financières (34,94%). Les paiements au profit des créanciers multilatéraux n'ont représenté que 13,56% du total des paiements de la dette extérieure.

En outre, les paiements de la dette extérieure en 2025 ont été composés de 54,46 milliards (15,82%) au titre de l'apurement partiel des arriérés et de 289,77 milliards (84,18%) affectés au paiement du service. Rapportés à un service effectif de 378,22 milliards, ces paiements traduisent un taux de couverture de 76,62%.

Tableau 6: Évolution des paiements de la dette extérieure de 2020 à 2025 (en milliards de FCFA)

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Multilatéraux	**20,83**	**21,42**	**26,85**	**41,90**	**50,05**	**46,68**
Principal	15,53	14,43	18,99	24,21	23,64	21,84
Intérêt	5,30	6,99	7,86	17,69	26,40	24,85
Bilatéraux	**227,95**	**101,23**	**186,95**	**228,57**	**215,82**	**177,29**
Principal	198,63	96,12	154,37	191,97	149,04	149,19
Intérêt	29,31	5,11	32,58	36,61	66,78	28,10
Sociétés financières	**125,20**	**287,26**	**562,26**	**461,36**	**361,20**	**120,27**
Principal	102,03	237,02	495,22	388,13	333,71	99,02
Intérêt	23,17	50,24	67,04	73,23	27,48	21,25
Divers créanciers non assures	**2,15**	**65,65**	**178,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Principal	2,05	65,65	178,32	0,00	0,00	0,00
Intérêt	0,10	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00
Total des remboursements	**376,12**	**475,56**	**954,44**	**731,83**	**627,06**	**344,24**
Principal	318,25	413,21	846,91	604,31	506,40	270,05
Intérêt	57,88	62,35	107,53	127,52	120,67	74,19

Source : CCA

4.2.3. Remboursements de la dette intérieure

Comme les années précédentes, les paiements de la dette intérieure ont été tirés par la dette de marché en 2025. En effet, en comparaison annuelle, l'augmentation de 35,03% observée des paiements de la dette intérieure est essentiellement imputable à l'expansion de la dette de marché représentant 94,33%, ce qui souligne une dépendance croissante à ce segment.

En 2025, les paiements effectués au titre de la dette intérieure ont essentiellement été concentrés au paiement du service (1 984,80 milliards), avec un effort plus modéré consacré à l'apurement des arriérés hors marché des titres publics (71,06 milliards). Rapportés à un service effectif atteignant 2 131,19 milliards, le taux de couverture dudit service s'établit à 93,13%, mettant en évidence une mobilisation budgétaire significative.

Tableau 7: Évolution des paiements de la dette intérieure de 2020 à 2025 (en milliards de FCFA)

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dette du marché	**91,05**	**393,55**	**647,02**	**922,24**	**1 344,90**	**1 939,30**
Principal	84,80	359,89	580,65	795,46	1 170,95	1 730,32
Intérêt	6,25	33,66	66,37	126,78	173,95	208,98
Emprunts Obligataires	91,05	12,09	7,08	7,08	44,82	42,46
Principal	84,80	11,36	0,00	0,00	37,74	37,74
Intérêt	6,25	0,74	7,08	7,08	7,08	4,72
OTA	0,00	147,43	230,16	335,99	456,38	569,35
Principal	0,00	114,51	184,25	237,32	334,50	403,09
Intérêt	0,00	32,93	45,91	98,67	121,88	166,26
BTA	0,00	234,03	409,78	579,17	843,70	1 327,50
Principal	0,00	234,03	396,40	558,14	798,71	1 289,49
Intérêt	0,00	0,00	13,38	21,03	44,99	38,01
Dette conventionnée hors marché	**11,44**	**18,89**	**90,70**	**23,27**	**89,17**	**30,98**
Principal	0,00	3,49	42,22	2,79	62,58	14,44
Intérêt	11,44	15,41	48,48	20,48	26,59	16,54
Dette commerciale conventionnée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BEAC	11,44	11,44	16,47	16,47	16,47	30,98
Principal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,44
Intérêt	11,44	11,44	16,47	16,47	16,47	16,54
Autres dettes	0,00	7,45	74,23	6,80	72,70	0,00
Principal	0,00	3,49	42,22	2,79	62,58	0,00
Intérêt	0,00	3,97	32,01	4,01	10,12	0,00
Dette non conventionnée	**203,04**	**314,03**	**435,19**	**182,96**	**88,45**	**85,57**
Principal	203,04	314,03	435,19	182,96	88,45	85,57
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette commerciale non conventionnée	186,74	312,51	109,66	74,73	20,61	14,17
Principal	186,74	312,51	109,66	74,73	20,61	14,17
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette sociale	16,30	1,51	325,53	108,23	67,84	71,40
Principal	16,30	1,51	325,53	108,23	67,84	71,40
Intérêt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total dette intérieure	**305,52**	**726,47**	**1 172,91**	**1 128,47**	**1 522,52**	**2 055,86**
Principal	287,83	677,40	1 058,06	981,21	1 321,98	1 830,34
Intérêt	17,69	49,07	114,85	147,26	200,54	225,53

Source : CCA

 © Caisse Congolaise d'Amortissement

4.3. Décaissements

En 2025, les décaissements ont doublé pour atteindre 2 552,22 milliards de FCFA, portés par le retour historique aux Eurobonds et la relance des financements bilatéraux. En effet, l'année 2025 a marqué une rupture majeure avec un quasi-doublement des flux financiers, le total des décaissements grimpant à 2 552,22 milliards de FCFA. Ce choc positif s'explique principalement par le retour du pays sur les marchés financiers internationaux, à travers l'émission d'Eurobonds pour un montant de 524,74 milliards de FCFA. Ce retour sur les marchés financiers internationaux, après vingt ans d'absence, a permis de rembourser les pics d'échéances sur le marché des titres publics. Ces financements ont été complétés par des décaissements des partenaires multilatéraux et bilatéraux, notamment la Chine, dont l'apport a atteint près de 40 milliards de FCFA sur l'année.

Malgré une diversification de la composition du stock de la dette intérieure, le marché de la dette domestique a demeuré le socle du financement avec un record de 1 818,56 milliards de FCFA. Cette évolution a transformé la structure des décaissements : la part de la dette extérieure a progressé significativement au détriment de la dette intérieure, même si cette dernière demeure le socle financier du pays. En effet, malgré la diversification vers l'international, la sollicitation du marché intérieur a continué de croître en volume, passant de 1 154,35 milliards de FCFA en 2024 à 1 818,56 milliards de FCFA en 2025. Cette dualité révèle une stratégie de diversification des sources de financement, permettant de réduire la dépendance accrue au financement intérieur.

Tableau 8: Evolution des décaissements en milliards de FCFA par type de créanciers de 2020 à 2025

Rubrique	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Créanciers extérieurs	75,66	119,06	262,82	214,24	152,92	733,67
Multilatéraux	59,53	89,34	231,43	196,00	133,62	166,30
Bilatéraux	16,14	29,71	31,39	18,23	19,30	42,62
Commerciaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	524,74
Dont Eurobond	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	524,74
Créanciers intérieurs	624,75	903,04	973,13	1 071,68	1 154,35	1 818,56
Dette du marché	421,75	778,58	973,13	1 071,68	1 154,35	1 818,56
Dette conventionnée hors marché	203,00	124,46	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette non conventionnée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**700,41**	**1 022,09**	**1 235,95**	**1 285,92**	**1 307,27**	**2 552,22**

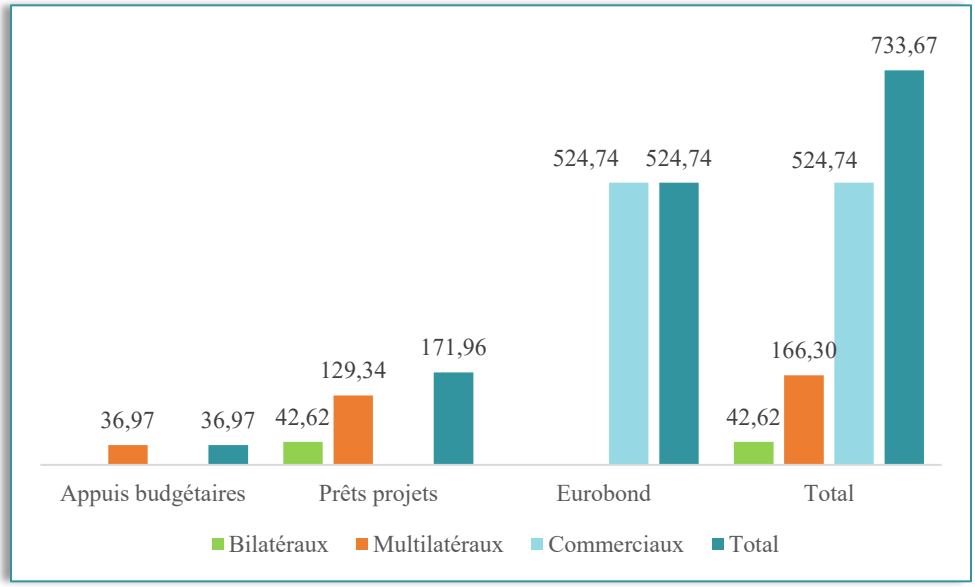
Source: CCA

A fin 2025, les tirages extérieurs se sont établis à 733,67 milliards de FCFA. Ce montant est ventilé de la manière ci-dessous :

- ✓ Eurobond : 524,74 milliards de FCFA (soit 71,52% du total) levés auprès des créanciers commerciaux ;
- ✓ Prêts projets : 171,96 milliards de FCFA (soit 23,44% du total) dont :
  - 129,34 milliards de FCFA mobilisés auprès des partenaires multilatéraux ;
  - 42,62 milliards de FCFA auprès des créanciers bilatéraux.

✓ Appuis budgétaires : 36,97 milliards de FCFA (soit 5,04% du total) provenant des créanciers multilatéraux, particulièrement de la Banque Mondiale.

Graphique 13: Répartition des décaissements en milliards de FCFA de la dette extérieure à fin décembre 2025



Source : CCA

NOUVEAUX ENGAGEMENTS AU TITRE DE L'ANNÉE 2025 ET SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS

V. Nouveaux engagements au titre de l'année 2025

L'exercice 2025 a été caractérisé par une stratégie de mobilisation de ressources à deux niveaux, marquée par un renforcement des appuis multilatéraux et un recours aux marchés financiers internationaux.

D'une part, la République du Congo a consolidé ses relations avec le Groupe de la Banque mondiale à travers une série d'accords d'un montant global d'environ 174 millions d'Euros. Ces financements, répartis entre appuis budgétaires et projets sectoriels de santé et de résilience urbaine, bénéficient de conditions concessionnelles. Avec des taux d'intérêt compris entre 1,25% et 1,50% (guichet IDA) et des maturités très longues, s'étendant jusqu'à 35 ans, ces prêts permettent de lisser le profil de remboursement de la dette et de soutenir les réformes structurelles à un coût marginal pour les finances publiques.

D'autre part, le dernier trimestre de l'année a été marqué par deux opérations sur les marchés des capitaux internationaux, pilotées par Citigroup et constituées par l'émission d'Eurobonds en novembre et la réouverture de sa souche, un mois plus tard. D'un montant global de 930 millions de Dollars US, ces titres obligataires ont affiché un coupon de 9,875%, pour une maturité de 7 ans.

Tableau 9: Point des nouveaux engagements au titre de la dette extérieure en 2025

Créancier	Objet du Prêt	Montant en devises	Devises	Taux d'intérêt	Maturité	Différé	Date de signature
Banque mondiale (IDA)	Appui des politiques de développement pour la gestion budgétaire et croissance inclusive en faveur de la République du Congo.	41 600 000	EURO	1,25%	30 ans	5 ans	24/06/2025
Banque mondiale (IDA)		12 300 000	EURO	1,25%	12 ans	6ans	
Banque mondiale (BIRD)		16 700 000	EURO	Euribor 6 mois+ marge	35 ans	5 ans	
Banque mondiale (IDA)	Programme de sécurité sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre	52 500 000	EURO	1,50%	25 ans	5 ans	12/08/2025
BIRD	Renforcement de la résilience urbaine PRRU-PI	51 100 000	EURO	Euribor 6 mois+marge variable	35 ans	4,5 ans	07/10/2025
Citigroup	Emission d'un Eurobond sur le marché de capitaux internationaux	670 000 000	USD	9,875%	7 ans	2 ans	Novembre 2025
Citigroup	Réouverture de l'Eurobond	260 000 000	USD	9,875%	7 ans	2 ans	Décembre 2025

Source : CCA

VI. Soldes engagés non décaissés

L'analyse de la dette extérieure au cours de l'exercice 2025 met en exergue une gestion active des engagements auprès des partenaires au développement. Ainsi, au 31 décembre 2025, les Soldes Engagés Non Décaissés (SENDs) se sont établis à 589,82 milliards de FCFA, une enveloppe exclusivement constituée de concours financiers provenant de guichets multilatéraux et bilatéraux.

Tableau 10: Situation des SEND'S en milliards de FCFA au 31 décembre 2025

RUBRIQUES	SEND'S
Multilatéraux	**562,33**
BAD	77,72
BADEA	29,36
BDEAC	136,49
FAD	10,51
FIDA	1,49
BIRD	138,00
FIDA	168,76
Bilatéraux	**27,49**
AFD	21,02
EXIMBANK INDE	6,47
TOTAL	**589,82**

Source : CCA

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

VII. Analyse du portefeuille de la dette publique

Les coûts et les risques analysés dans cette section reflètent la situation du portefeuille au 31 décembre 2025. Il convient de préciser que l'analyse du portefeuille est réalisée sur l'encours hors arriérés et que le modèle utilisé emploie le critère de la monnaie pour la classification de la dette selon la nature intérieure ou extérieure. De ce fait, la dette auprès de la BDEAC, libellée en FCFA, est considérée comme une dette intérieure. Ce qui explique la différence des encours hors arriérés de dette intérieure et extérieure présentés dans d'autres sections de ce rapport.

Tableau 11: Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette existante entre décembre 2024 et décembre 2025

Indicateurs de coûts et risques		Fin décembre 2024			Fin décembre 2025			Ecart		
		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale	Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale	Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (en milliards de XAF)		2862,74	4547,17	7409,91	3 070,33	4 583,84	7 654,17	207,59	36,66	244,26
Montant (en millions d'USD)		4 536	7 205	11 740	5 499,82	8 210,93	13 710,75	963,82	1 005,93	1 970,75
Dette nominale en pourcentage du PIB		31,0	49,2	80,13	31,74	47,38	79,12	0,74	-1,82	-1,01
Valeur actuelle en pourcentage du PIB		25,7	49,3	75,0	28,12	47,39	75,50	2,42	-1,91	0,50
Coût de la dette	Paiement des intérêts en pourcentage du PIB	0,8	2,6	3,4	1,26	1,12	2,38	0,46	-1,48	-1,02
	Taux d'intérêt, moyen pondéré (%)	2,6	5,3	4,3	3,98	2,36	3,01	1,38	-2,94	-1,29
Risque de refinancement	Durée moyenne de vie du portefeuille (ans)-ATM	8,0	5,4	6,4	7,28	5,02	5,95	-0,72	-0,38	-0,45
	Dette arrivant à échéance dans 1 an (% du total)	8,0	26,5	19,2	8,57	29,08	20,66	0,57	2,58	1,46
	Dette arrivant à échéance dans 1 an (% du PIB)	2,5	13,0	15,5	2,83	13,78	16,61	0,33	0,78	1,11
Risque de taux d'intérêt	Durée Moyenne à refixer (ans)-ATR	6,3	5,4	5,8	5,61	5,02	5,26	-0,69	-0,38	-0,54
	Dette dont le taux doit être révisé dans 1 an (% du total)	27,3	26,5	26,8	26,47	29,08	28,01	-0,83	2,58	1,21
	Dette à taux fixe y compris les Bons du Trésor (% du total)	79,5	100,0	92,0	81,20	100,00	92,28	1,70	0,00	0,28
	Bons du Trésor (% du total)		13,7	8,3		12,53	7,39		-1,17	-0,91
Risque de taux de change	Dette en devises (% de la dette totale)			38,6			40,11			1,51

Source : CCA

7.1. Coût du portefeuille de la dette publique

7.1.1. Intérêts payés en pourcentage du PIB

Cet indicateur est le ratio de la charge réelle des intérêts à payer en 2026 sur la richesse créée en 2025. De ce fait, l'État supporterait en 2026 des intérêts évalués à 2,38% de sa richesse nationale produite (PIB) en 2025, contre 3,40% du PIB observé l'année précédente, soit une amélioration de 102 points de base. Cet indicateur est réparti comme suit :

- Dette extérieure : 1,26% du PIB ; en dégradation par rapport à 0,8% du PIB observé en 2024 ;
- Dette intérieure : 1,12% du PIB ; en amélioration par rapport à 2,6% du PIB atteint un an avant ;
- Dette totale : 2,38% du PIB ; en amélioration par rapport à 3,40% du PIB observé un an avant.

7.1.2. Taux d'intérêt moyen pondéré (coût moyen pondéré)

Le taux moyen pondéré reflète le coût financier global du portefeuille en 2026, pondéré selon la part de chaque catégorie de dette à fin 2025. Il atteint 3,01%, traduisant un niveau de charge élevé, principalement tiré par le coût important de la dette extérieure (3,98%). Cet indicateur est détaillé de la manière suivante :

- Dette extérieure : 3,98%, en dégradation par rapport à 2,60% observé en 2024. Cette dégradation résulte de l'émission des eurobonds, avec un coupon de 9,875% ;
- Dette intérieure : 2,36% ; en amélioration importante comparé à 5,30% observé une année plus tôt ;
- Dette totale : 3,01% ; en amélioration par rapport à 4,30% atteint en 2024.

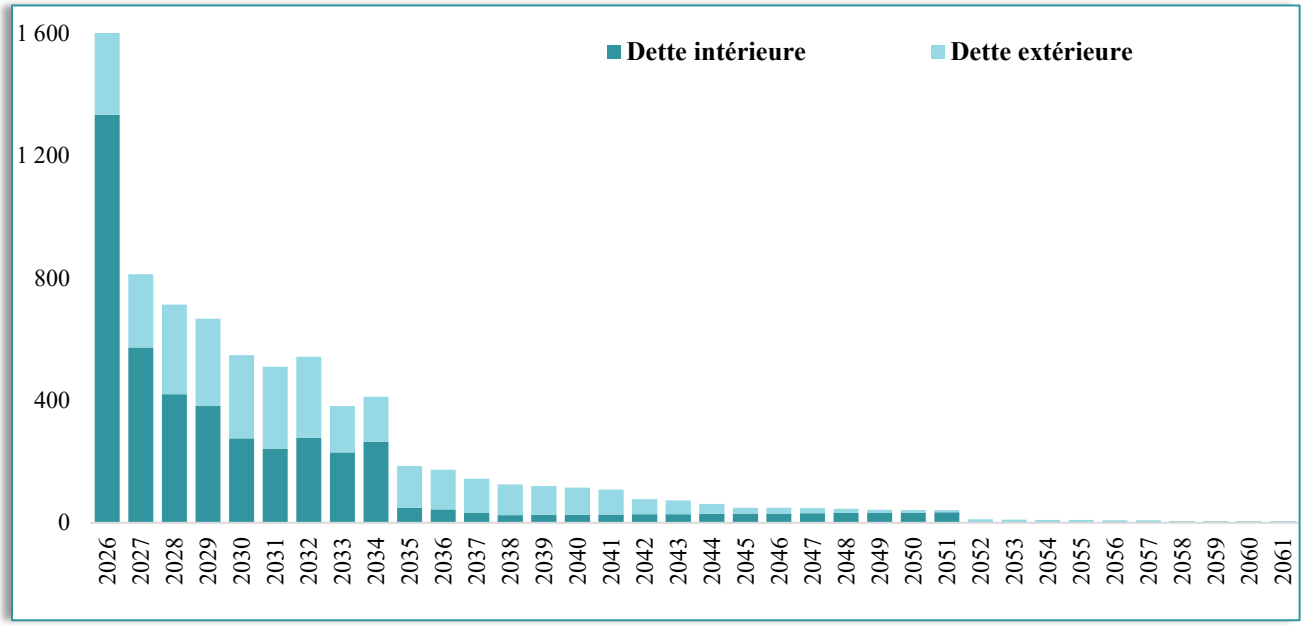
7.2. Risques du portefeuille

7.2.1. Risque de refinancement

La vulnérabilité au risque de refinancement s'est accentuée en 2025, particulièrement sur le segment domestique où 29,08% de l'encours arrive à échéance à court terme, imposant une transition stratégique vers des instruments à plus longue maturité pour alléger les tensions de trésorerie. L'analyse des échéances du portefeuille de la dette publique révèle une vulnérabilité plus importante liée au risque de refinancement par rapport à celle observée en 2024. Cette vulnérabilité est particulièrement plus accentuée sur le compartiment de la dette domestique. En effet, 29,08% de l'encours de la dette intérieure, représentant 13,78% du PIB, arrivent à échéance dans les douze prochains mois, soit une exposition plus importante au risque de financement par rapport à 26,50% (soit 13,00% du PIB), observé en 2024. Cette concentration élevée des remboursements à court terme expose le pays à des tensions de trésorerie, à une dépendance aux conditions du marché intérieur et au risque élevé de prorogation. Ainsi, un effort devrait être consenti pour la mobilisation d'instruments à moyen et long terme au détriment de ceux à court terme.

A l'inverse, la dette extérieure conserve un profil d'échéances étalé avec seulement 8,57% de l'encours exigible à court terme. En effet, seulement 8,57% de l'encours de la dette extérieure, soit 2,83% du PIB, est exigible sur douze mois. Toutefois, il sied de noter que l'exposition au risque de refinancement extérieur a enregistré une très légère hausse comparativement à 8,00% observé en 2024, représentant 2,50% du PIB.

Graphique 14: Profil de remboursement de la dette publique à fin 2025 (en milliards de FCFA)



Source : CCA

Malgré une légère hausse du risque de refinancement global à 20,66% de l'encours, la dette publique conserve un profil d'échéances maîtrisé grâce à une durée de vie moyenne de la dette extérieure de 7,28 ans. Au niveau global, 20,66% de l'encours total de la dette publique, soit 16,61% du PIB, doit être refinancé au cours de l'année suivante. Cet indicateur est en très légère détérioration par rapport à son niveau de 19,20%, représentant 15,50% du PIB, observé une année auparavant. Cependant, la durée de vie moyenne de la dette extérieure atteignant 7,28 ans, bien qu'en baisse par rapport au 8 ans de l'année 2024, traduit un bon étalement des échéances et un niveau de risque contenu.

La durée de vie moyenne de la dette publique s'est contractée à 5,95 ans en 2025 contre 6,40 ans en 2024, un recul causé par la fragilité du segment intérieur (5,02 ans) qui exige désormais un allongement des maturités pour corriger ce déséquilibre structurel. La dette intérieure a affiché une durée moyenne de vie de 5,02 ans, en très légère baisse par rapport à 5,40 ans de 2024. Cette durée moyenne, plus courte, dénote une plus grande vulnérabilité aux risques de refinancement sur ce segment.

7.2.2. Risque de taux d'intérêt

En 2025, la structure de la dette est restée stable malgré une légère exposition au risque de taux d'intérêt, marquée par une réduction du temps moyen de refixation (ATR) à 5,26 ans contre 5,8 ans à fin 2024. La part de la dette à taux fixe a légèrement augmenté de 0,28 point de pourcentage, passant de 92,0% à 92,28% entre fin 2024 et fin 2025. Par ailleurs, la part de la dette extérieure dont le taux doit être révisé dans une année a connu une légère baisse de 0,83 point de pourcentage, passant de 27,3% à 26,47%. Celle de la dette intérieure a, en revanche, augmenté de 2,58 points de pourcentage, pour se situer à 29,08% contre 26,5% à fin 2024. Quant à la part de la dette totale à refixer dans un an, elle a progressé de 1,21 point de pourcentage.

7.2.3. Risque de taux de change

La part de la dette libellée en devises étrangères s'est établie à 40,11% du portefeuille total à fin 2025, en hausse de 1,51 point de pourcentage par rapport à 2024 (38,6%), traduisant une plus grande exposition au risque de change.

Conclusion et perspectives 2026

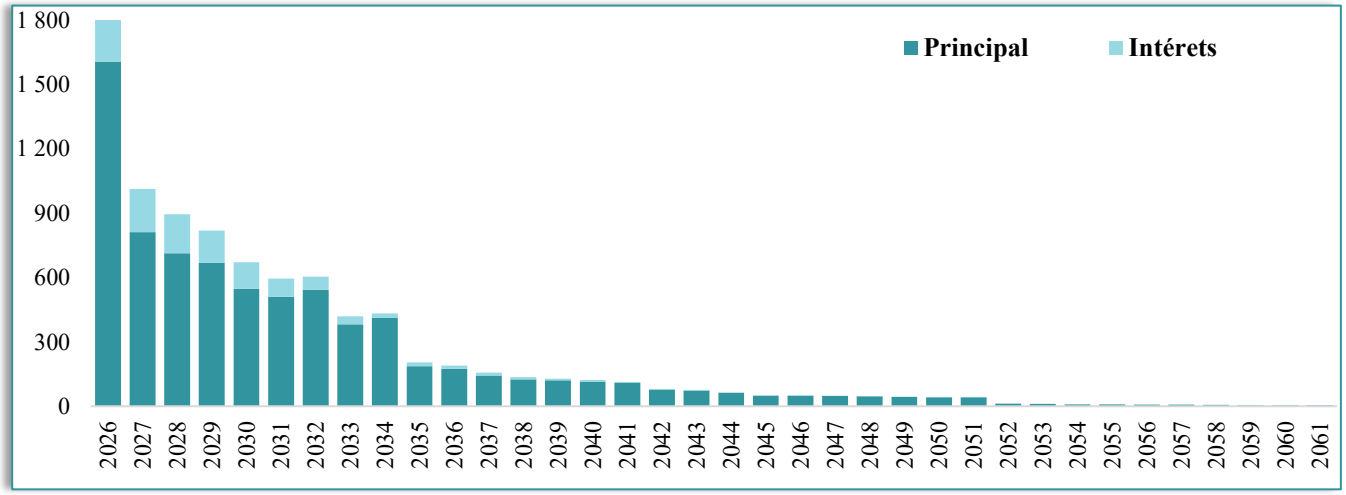
Au terme de l'exercice 2025, l'analyse de la situation de la dette publique du Congo met en évidence une évolution marquée par la poursuite des efforts de consolidation de la gestion du portefeuille de la dette et de renforcement de la stabilité du cadre macroéconomique. Les différentes opérations menées au cours de l'année ont permis de répondre aux besoins de financement de l'État, tout en contribuant à améliorer progressivement la structure du portefeuille de la dette publique. En effet, le stock de la dette publique s'est établi à 8 943,97 milliards de FCFA, en hausse de 4,78% par rapport à 2024, traduisant une dynamique d'endettement globalement maîtrisée dans un contexte de reprise économique. Le taux d'endettement est resté relativement stable, à 92,46% du PIB, confirmant la nécessité de poursuivre les efforts de consolidation budgétaire et de gestion prudente de l'endettement. La structure de la dette demeure caractérisée par une prédominance de la dette intérieure (59,64% du stock de la dette), traduisant le rôle croissant du marché sous-régional des titres publics de la CEMAC dans le financement de l'Etat. Parallèlement, la part de la dette extérieure a légèrement progressé pour atteindre 40,36%, en lien avec le retour de la République du Congo sur les marchés financiers internationaux. L'émission d'un Eurobond d'un montant de 670 millions de dollars, suivie de sa réouverture à hauteur de 260 millions de dollars, constitue à cet égard une opération structurante ayant permis de diversifier les sources de financement de l'État et d'améliorer le profil d'amortissement de la dette publique.

Par ailleurs, des améliorations notables ont été enregistrées en matière de coût et de risque du portefeuille, notamment la réduction de la part de la dette à taux variable (de 26,63% à 19,99%), contribuant à limiter l'exposition aux chocs de taux d'intérêt. Toutefois, la montée en puissance des créanciers commerciaux et l'augmentation de l'exposition au dollar américain (plus de 54% de la dette extérieure) soulignent une sensibilité aux conditions financières internationales et aux fluctuations des taux de change. De même, l'analyse du portefeuille met également en évidence certains défis qui appellent à la poursuite d'une gestion prudente de l'endettement, notamment en ce qui concerne le risque de refinancement associé à la dette intérieure dont près de 30% arrive à échéance à court terme. Dans ce contexte, le renforcement des mécanismes de suivi et d'analyse des risques demeure un axe prioritaire de la politique de gestion de la dette publique. En outre, les avancées institutionnelles enregistrées en 2025, notamment l'élaboration de la SDMT pour la période 2026-2028, le renforcement du suivi de la dette du secteur public et l'amélioration de la transparence financière des entreprises publiques, témoigne d'une volonté des autorités de renforcer la gouvernance de la dette publique et mieux maîtriser les risques budgétaires contingents.

À cet égard, l'année 2026 sera marquée par la poursuite des efforts visant à consolider la viabilité de la dette publique, conformément aux orientations de la SDMT 2026-2028. Les autorités entendent privilégier une politique d'endettement prudente et stratégique, fondée notamment sur la diversification des sources de financement, l'allongement de la maturité moyenne du portefeuille de la dette et le renforcement de la transparence dans la gestion de la dette publique. La poursuite de ces efforts, conjuguée à l'amélioration du cadre macroéconomique et à la consolidation des réformes engagées dans la gestion des finances publiques, devrait contribuer à renforcer durablement la crédibilité financière de la République du Congo et à consolider la confiance des partenaires techniques et financiers ainsi que des investisseurs.

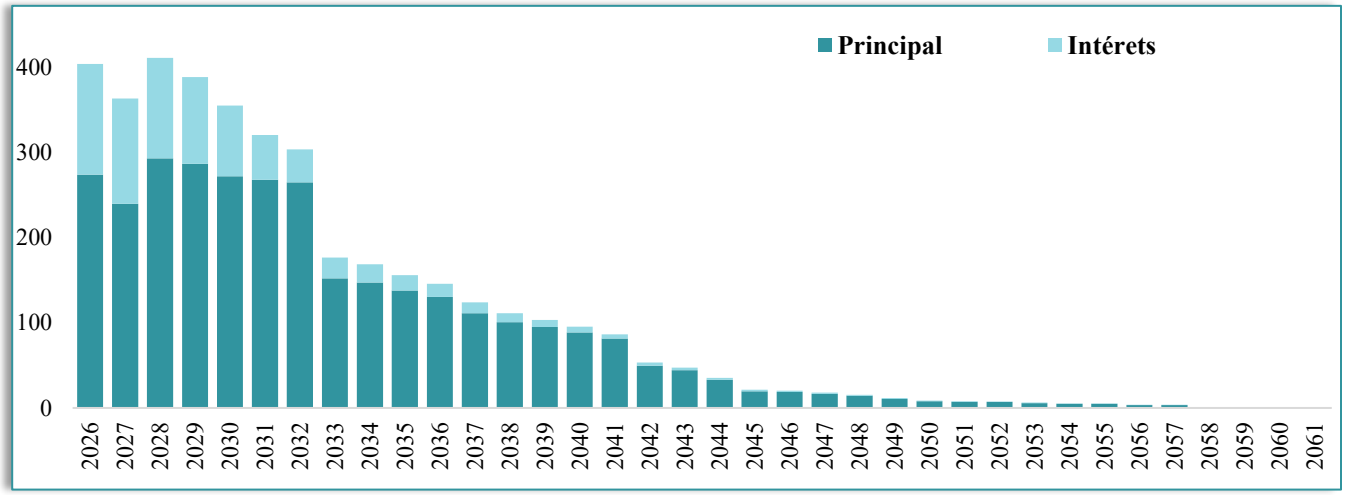
Annexes

Graphique 15: Profil du service projeté de la dette publique à fin 2025 (en milliards de FCFA)



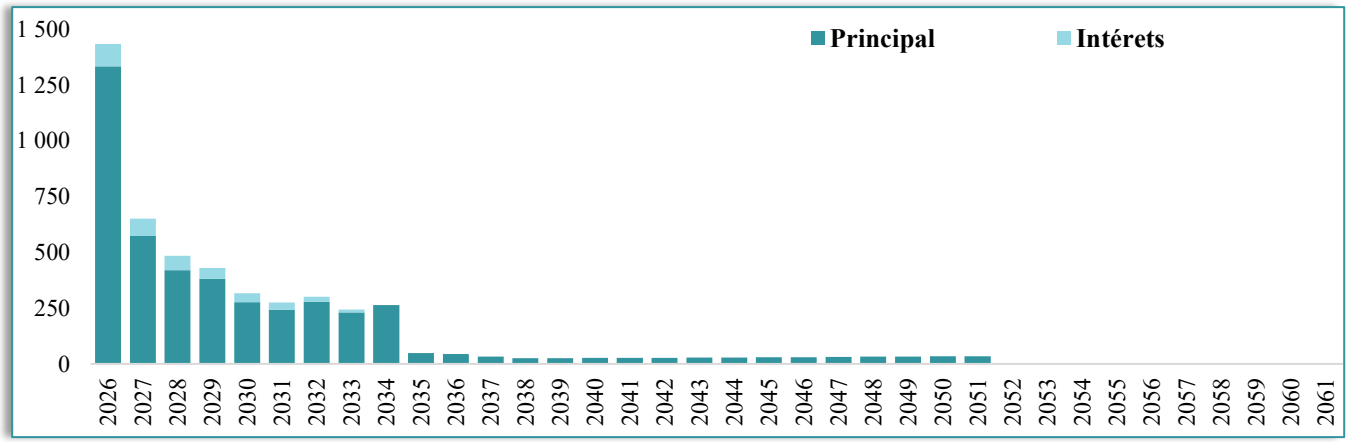
Source : CCA

Graphique 16: Profil du service projeté de la dette extérieure à fin 2025 (en milliards de FCFA)



Source : CCA

Graphique 17: Profil du service projeté de la dette intérieure à fin 2025 (en milliards de FCFA)



Source : CCA

Tableau 12: Répertoire des EEPs visités en octobre 2025 selon l'existence ou l'absence de dettes financières déclarées

N°	Entreprises/Établissements	Département	Part de l'État dans le capital (en%)	Statut de la dette financière
1	Assurances et Réassurances du Congo (ARC)	Brazzaville	100%	Néant
2	Banque Postale du Congo (BPC)	Brazzaville	80%	Déclarée
3	Bureau de Contrôle du Bâtiment et des Travaux Publics (BCBTP)	Brazzaville	100%	Néant
4	Agence de planification et de développement des ZES	Brazzaville	100%	Néant
5	Energie Electrique du Congo (E²C)	Brazzaville	100%	Déclarée
6	La Congolaise des Eaux (LCDE)	Brazzaville	99,4%	Déclarée
7	Congo Télécom	Brazzaville	100%	Néant
8	Fonds d'Impulsion de Garantie et d'Accompagnement (FIGA)	Brazzaville	100%	Néant
9	Société de Promotion immobilière (SOPRIM)	Brazzaville	100%	Néant
10	Agence Nationale d'Aviation Civile (ANAC)	Brazzaville	100%	Néant
11	Agence Foncière pour l'aménagement des terrains (AFAT)	Brazzaville	100%	Néant
12	Bureau d'Etudes du Bâtiment et des Travaux Publics (BEBATP)	Brazzaville	100%	Néant
13	Centrale d'Achats des Médicaments Essentiels et des Produits de Santé (CAMEPS)	Brazzaville	100%	Néant
14	Port de Brazzaville et Ports Secondaires (PBPS)	Brazzaville	100%	Néant
15	Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique (BSCA)	Brazzaville	12%	Néant
16	La Congolaise des Routes (LCR)	Brazzaville	15%	Néant
17	Equatorial Congo Airlines (ECAIR)	Brazzaville	90%	Néant
18	Société d'Exploitation et de Développement des Infrastructures du Congo (SEDIC)	Brazzaville	100%	Néant
19	Société de Gestion du Village Aéroportuaire (SOGEVA)	Brazzaville	49%	Néant
20	Congolaise de Gestion de Loterie (COGELO)	Brazzaville	90%	Néant
21	Société des Postes et d'Epargne du Congo (SOPECO)	Brazzaville	100%	Néant
22	Société des Pavés du Congo (SPC)	Brazzaville	100%	Néant
23	Société Immo Congo/PLM.	Brazzaville	70%	Néant
24	Banque Congolaise de l'Habitat (BCH)	Brazzaville	87,10%	Néant
25	Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC)	Brazzaville	100%	Déclarée
26	Aéroports de la République du Congo (AERCO)	Brazzaville	15%	Déclarée
27	La Congolaise de Banque (LCB)	Brazzaville	11%	Déclarée
28	Nouvelle Air Congo (NAC)*	Brazzaville	100%	
29	Société des Pavés du Congo*	Brazzaville	100%	
30	Société Congolaise de Transport Fluvial (SOCOTRAF)**	Brazzaville	100%	
31	Conseil Congolais des Chargeurs (CCC)	Pointe-Noire	100%	Néant
32	Centrale Electrique du Congo (CEC)	Pointe-Noire	80%	Déclarée
33	Chemin de Fer Congo-Océan (CFCO)	Pointe-Noire	100%	Déclarée
34	Guichet Unique des Opérations Transfrontalières (GUOT)	Pointe-Noire	100%	Néant
35	Kola Potash Mining (KPM)	Pointe-Noire	10%	Néant
36	MPD	Pointe-Noire	10%	Néant
37	Port Autonome de Pointe Noire (PAPN)	Pointe-Noire	100%	Déclarée
38	Plateforme Industriel Congo Pointe-Noire (PICP)	Kouilou	100%	Déclarée
39	Ulsan Mining	Pointe-Noire	10%	Néant
40	Société Congolaise de Transport Maritime (SOCOTRAM)***	Pointe-Noire	45%	
41	Crédit du Congo****	Pointe-Noire	9%	
42	Mag Minéral Potasse****	Pointe-Noire	10%	
43	Société Agricole de Recherche et d'Investissement Sucrier du Congo (Saris-Congo)	Bouenza	33,96%	Déclarée
44	Société de Recherche et d'Exploitation Minière (SOREMI)	Bouenza	10%	Déclarée
45	Société Nouvelle des Ciments du Congo (SONOCC)	Bouenza	44%	Néant
46	Fonderie du Congo (FONDECO)*	Niari	35%	
47	SAPRO-MAYOKO**	Niari	10%	
48	Société Sangha Mining Congo**	Sangha	10%	

Source : CCA-DGPP à partir des données collectées auprès des EEPs.

* Entreprises en cessation d'activités, ** Entreprises n'ayant jamais connu de démarrage effectif

*** Entreprises qui n'ont pas été localisées durant la mission de terrain, **** Entreprises visitées mais n'ayant pas rempli le formulaire de collecte

Tableau 13: Situation de la dette publique du Congo au 31 décembre 2025

SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE DU CONGO AU 31 DECEMBRE 2025

en millions FCFA

DESIGNATION	Encours Hors Arriérés au 31-12-24	Stock d'arriérés au 31-12-24	Stock Total au 31-12-24	TRAITEMENT DU STOCK									SERVICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025									STOCK ARRIERES au 31/12/2025	Décaissements du 01/01/2025 31-12-25	Encours hors arriérés au 31/12/2025	Stock Total au 31/12/2025
				Encours	Arriérés	Variations du taux de change	Annul.attendue	Réechel.	Paiements	Variations de Change	Réechel. Attendu	Arriérés fin 31/12/2024 au 31/12/2025	Service Brut	Variations corrections	Service Net	Annul. Attendue	Réechel.	Paiements	Variation de Change	Réechel. Attendu	Arriérés				
	1	2	3=1+2	4	5	6	7	8	9	10=2+5-9-12	11	12=2+5-7-8-11	13	14=13-15	15	16	17	18	19=10-17-18-20	20	21=15-16-17-20	22	23	24=1+4+8-P15+17-23	25=22+24
I- DETTE EXTERIEURE																									
1 DETTE BILATERALE	**1 413 011**	**110 488**	**1 523 499**	**38 916**	**140**	**129 217**	**0**	**0**	**35 062**	**-807**	**0**	**67 899**	**187 395**	**-7 029**	**180 366**	**3 065**	**0**	**142 229**	**1 340**	**0**	**33 724**	**101 623**	**42 622**	**1 207 434**	**1 309 057**
Principal		52 680			246		0	0	30 035	-438	0	20 990	159 060	-5 821	153 238	3 065	0	119 158	1 272	0	29 743	50 733			
Intérêts		57 808			-106		0	0	5 026	-369	0	46 909	28 335	-1 208	27 127	0	0	23 071	68	0	3 981	50 890			
I- CLUB DE PARIS	260 666	23 173	283 840	-19 346	140	-2 458	0	0	23 804	-491	0	0	29 960	-924	29 004	0	0	12 142	-2	0	16 863	16 863	231	217 231	234 094
Principal		19 864			246		0	0	20 543	-434	0	0	22 454	-298	22 123	0	0	7 450	-1	0	14 674	14 674			
Intérêts		3 310			-106		0	0	3 261	-58	0	0	7 506	-626	6 880	0	0	4 692	0	0	2 189	2 189			
II- NON CLUB DE PARIS	1 152 344	87 314	1 239 659	58 263	0	131 675	0	0	11 237	-316	0	67 899	137 434	-6 072	131 362	3 065	0	130 087	1 342	0	16 861	84 760	42 391	990 204	1 074 963
Principal		32 816			0		0	0	9 492	-5	0	20 990	136 606	-5 491	131 115	3 065	0	111 708	1 273	0	15 068	36 059			
Intérêts		54 498			0		0	0	1 765	-311	0	46 909	20 828	-582	20 247	0	0	18 379	68	0	1 792	48 701			
Dont CHINE	*996 966*	*0*	*996 966*	*58 294*	*0*	*113 275*	*0*	*0*	*0*	*-1*	*0*	*0*	*137 235*	*-4 988*	*132 187*	*3 065*	*0*	*127 686*	*1 428*	*0*	*0*	*0*	*39 572*	*866 735*	*866 735*
Principal		*0*			*0*		*0*	*0*	*0*	*-1*	*0*	*0*	*119 258*	*-4 434*	*114 824*	*3 065*	*0*	*110 478*	*1 280*	*0*	*0*	*0*			
Intérêts		*0*			*0*		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*17 977*	*-554*	*17 364*	*0*	*0*	*17 208*	*148*	*0*	*0*	*0*			
II- DETTE MULTILATERALE	1 071 481	7 542	1 079 023	-23 782	0	27 876	0	0	7 542	-31	0	0	59 973	-450	59 521	0	0	39 139	-207	0	20 594	20 594	166 305	1 153 436	1 174 031
Principal		4 115			0		0	0	4 115	1	0	0	38 500	-6 507	31 993	0	0	17 721	-101	0	14 374	14 374			
Intérêts		3 427			0		0	0	3 427	-32	0	0	21 473	6 056	27 529	0	0	21 419	-106	0	6 221	6 221			
III- DETTE COMMERCIALE	**479 725**	**237 335**	**717 060**	**-80 450**	**80 452**	**31 412**	**0**	**0**	**11 860**	**9 109**	**0**	**296 818**	**59 141**	**79 021**	**138 334**	**0**	**0**	**108 406**	**197**	**0**	**29 731**	**326 550**	**524 739**	**800 268**	**1 126 818**
Principal		88 177			78 582		0	0	8 594	8 943	0	149 221	51 486	66 850	118 336	0	0	90 425	73	0	27 838	177 059			
Intérêts		149 158			1 870		0	0	3 266	166	0	147 597	7 654	12 171	19 998	0	0	17 980	124	0	1 893	149 490			
III-1 CLUB DE LONDRES	100 271	11 678	111 948	0	0	11 561	0	0	11 860	-183	0	0	25 890	-2 964	22 926	0	0	22 858	68	0	0	0	0	70 952	70 952
Principal		8 462			0		0	0	8 594	-132	0	0	20 054	-2 297	17 757	0	0	17 749	9	0	0	0			
Intérêts		3 216			0		0	0	3 266	-50	0	0	5 836	-667	5 169	0	0	5 109	59	0	0	0			
IGROUP GOBAL MARKETS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	524 739	519 182	519 182
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
III-3 DETTE TRADERS	110 452	0	110 452	0	0	12 011	0	0	0	0	0	0	0	85 677	85 677	0	0	85 548	129	0	0	0	0	57 259	57 259
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	0	72 741	72 741	0	0	72 677	64	0	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	0	12 936	12 936	0	0	12 871	65	0	0	0			
III-4 SOCIETE CHINOISE	269 002	0	269 002	-80 450	80 452	7 840	0	0	0	9 292	0	71 160	33 251	-3 692	29 731	0	0	0	0	0	29 731	100 892	0	132 874	253 766
Principal		0			78 582		0	0	0	9 076	0	69 506	31 433	-3 595	27 838	0	0	0	0	0	27 838	97 344			
Intérêts		0			1 870		0	0	0	216	0	1 654	1 818	-98	1 893	0	0	0	0	0	1 893	3 547			
IV-5 DIVERS CREANCIERS (1)	0	225 658	225 658	0	0	0	0	0	0	0	0	225 658	0	0	0	0	0	0	0	0	0	225 658	0	0	225 658
Principal		79 715			0		0	0	0	0	0	79 715	0	0	0	0	0	0	0	0	0	79 715			
Intérêts		145 943			0		0	0	0	0	0	145 943	0	0	0	0	0	0	0	0	0	145 943			
TOTAL DETTE EXTERIEUR	**2 964 216**	**355 366**	**3 319 582**	**-65 316**	**80 592**	**188 505**	**0**	**0**	**54 464**	**8 271**	**0**	**364 717**	**306 508**	**71 540**	**378 221**	**3 065**	**0**	**289 774**	**1 330**	**0**	**84 049**	**448 767**	**733 666**	**3 161 139**	**3 609 905**
Principal		144 972			78 828		0	0	42 745	8 506	0	170 211	249 047	54 521	303 568	3 065	0	227 304	1 244	0	71 955	242 166			
Intérêts		210 393			1 764		0	0	11 719	-235	0	194 506	57 461	17 019	74 653	0	0	62 470	86	0	12 095	206 601			
II- DETTE INTERIEURE	**4 413 740**	**765 587**	**5 179 327**	**298 142**	**0**	**0**	**0**	**0**	**71 059**	**0**	**0**	**694 652**	**2 131 187**	**0**	**2 131 187**	**0**	**0**	**1 984 803**	**0**	**0**	**146 383**	**841 036**	**1 818 559**	**4 493 029**	**5 334 065**
Principal		765 587			0		0	0	71 059	0	0	694 652	1 895 148	0	1 895 148	0	0	1 759 278	0	0	135 870	830 522			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	236 039	0	236 039	0	0	225 526	0	0	10 513	10 513			
Dont DETTE DU MARCHE	**2 698 900**	**0**	**2 698 900**	**71 132**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 939 305**	**0**	**1 939 305**	**0**	**0**	**1 939 305**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 818 559**	**2 716 005**	**2 716 005**
Principal		0			0		0	0	0	0	0	0	1 730 322	0	1 730 322	0	0	1 730 322	0	0	0	0			
Intérêts		0			0		0	0	0	0	0	0	208 983	0	208 983	0	0	208 983	0	0	0	0			
TOTAL GENERAL (I+II)	**7 377 957**	**1 120 952**	**8 498 909**	**232 826**	**80 592**	**188 505**	**0**	**0**	**125 524**	**8 271**	**0**	**1 059 370**	**2 437 694**	**71 540**	**2 509 408**	**3 065**	**0**	**2 274 577**	**1 330**	**0**	**230 433**	**1 289 802**	**2 552 224**	**7 654 168**	**8 943 970**
Principal		910 559			78 828		0	0	113 804	8 506	0	864 864	2 144 195	54 521	2 198 715	3 065	0	1 986 582	1 244	0	207 825	1 072 688			
Intérêts		210 393			1 764		0	0	11 719	-235	0	194 506	293 500	17 019	310 692	0	0	287 995	86	0	22 608	217 114			

COURS 23/12/2024	
EUR	655,9570
XAF	1,0000
USD	631,1548
SDR	802,6971
FUA	802,6971
CNY	87,9424
AED	171,8593
KWD	2049,5380
SAR	167,3296

[Recap Général]Date Edition :06-03-26Version : 2000 Heure :13:24

COURS 31/12/2025	
EUR	655,9570
XAF	1,0000
USD	558,2604
SDR	769,7701
FUA	769,7701
CNY	80,0247
AED	154,2840
KWD	1 651,6555
SAR	151,0948

Source : CCA

CAISSE CONGOLAISE D'AMORTISSEMENT
Adresse : Avenue Cardinal Emile Biayenda
Centre-ville, Brazzaville
BP : 2090
Tél : +242 06 485 14 08 / 05 555 65 12
E-mail : contact@cca.cg